



GUERRE

&

RÉVOLUTION !?



GUERRE & RÉVOLUTION !?

NOUS VENONS A PEINE DE QUITTER enfin la « crise pandémique de Covid-19 » (bien que certains disent que nous ne la quitterons jamais) que déjà nous entrons dans une nouvelle « crise ». Selon le récit bourgeois dominant, la guerre en Ukraine est une nouvelle raison pour que le prolétariat mette de côté la satisfaction de ses besoins. Nous devrions plutôt adhérer au front unique, rejoindre les forces de « notre » bourgeoisie et nous sacrifier pour « l'intérêt supérieur », soit de la « défense de l'intégrité territoriale de l'Ukraine », soit de sa « dénazification » – selon l'endroit où nous vivons.

Ils nous forcent à devenir de la chair à canon dans la « défense de la nation », ce qui signifie souffrir et mourir pour les intérêts de l'un ou l'autre camp bourgeois – comme c'est le cas actuellement pour les prolétaires « russes » et « ukrainiens ». Ou bien ils nous obligent à faire des sacrifices sur le « front intérieur » – à accepter l'augmentation des prix des produits de base qui permettent notre survie quotidienne comme la nourriture, le logement, la santé, l'énergie, les transports, etc. ; à accepter une répression et une surveillance accrues ; à accepter la militarisation du travail et l'augmentation brutale du taux de notre exploitation.

La guerre fait bien sûr partie intégrante de la logique même sur laquelle fonctionne le capitalisme. Elle est l'expression du besoin de fractions concurrentes du Capital de conquérir d'autres marchés afin de réaliser des profits. En ce sens, la guerre capitaliste et la paix capitaliste ne sont que les deux faces d'une même pièce et toute guerre n'est qu'une continuation de cette compétition par des moyens militaires.

La guerre de 2022 en Ukraine (qui est plutôt une nouvelle phase ouverte de la guerre qui a commencé en 2014) ne fait pas exception. Au cours des dernières décennies, ils nous ont entraînés dans d'autres guerres incroyablement sanglantes, dont certaines font encore rage : en Somalie, en ex-Yougoslavie, en Afghanistan, en Irak, dans la région des Grands Lacs en Afrique, dans le Caucase, en Syrie, au Yémen... ou récemment en Éthiopie... Tous ces conflits sont nés de la compétition entre des fractions bourgeoises locales, mais représentent en même temps une guerre de gangs faite par procuration entre « les grandes puissances », et dans tous ces cas (comme toujours), ce sont les prolétaires qui ont été massacrés.

Bien qu'elles aient été toutes aussi brutales que la guerre qui fait actuellement rage en Ukraine, ces guerres n'ont pas permis à la bourgeoisie de mobiliser le prolétariat pour soutenir les intérêts capitalistes à un niveau aussi mondial. La raison principale est que cette fois-ci, la formation des super-blocs capitalistes capables d'une confrontation globale est beaucoup plus proche et l'affrontement de leurs intérêts fractionnels opposés est beaucoup plus évident et direct. Par conséquent, il est facile pour les idéologues bourgeois des deux camps de prétendre qu'il s'agit d'une « guerre sainte » du « Bien contre le Mal ». Une fois de plus, ils nous poussent vers les champs de la mort au nom de la paix, cette fois-ci vers la guerre qui peut mettre fin à toute vie sur cette planète.

Face à la réalité de la mobilisation, de la militarisation de nos vies, de la propagande nationaliste et de l'horrible carnage de prolétaires, la position communiste a toujours été le défaitisme révolutionnaire et le rejet des deux camps du conflit bourgeois en faveur du « troisième camp », celui de la révolution communiste mondiale ! Nous avons abordé ce sujet récemment dans notre tract : **Prolétaires en Russie et en Ukraine ! Sur le front de la production et sur le front militaire... Camarades !**, ainsi que dans une seconde contribution : **Manifeste internationaliste contre la guerre et la paix capitaliste en Ukraine** (ces deux textes se trouvent en annexes de ce bulletin).

De même que pour la « crise de Covid-19 », en tant que communistes, nous rejetons toutes les falsifications bourgeoises de la réalité car elles servent toutes le même objectif de maintenir notre classe assujettie aux

intérêts de la classe dominante et de l'empêcher de réaliser ses propres intérêts de classe : c'est-à-dire d'abolir la société basée sur l'exploitation du travail humain. Que le récit qu'ils essaient de nous imposer soit basé sur la science et la médecine officielles « sacrées » (prétendant être objectives et impartiales) et les statistiques gouvernementales ou sur la science « dissidente et interdite » que le « Nouvel Ordre Mondial ne veut pas que vous voyiez » (pourtant, d'une manière ou d'une autre, elle est partout sur YouTube), notre seule réponse à cela est de réaffirmer la position de la subjectivité prolétarienne militante : c'est-à-dire de toujours analyser la réalité matérielle en fonction des critères de ce qui fait avancer ou ce qui entrave la lutte pour nos intérêts de classe. Et à partir de cette position, et en confrontation avec toutes les falsifications susmentionnées, nous essayons de toujours découvrir le courant prolétarien dans toute cette agitation.

Tout comme la précédente « crise de Covid-19 », la guerre en Ukraine est également présentée comme étant à l'origine de l'apparente « crise économique » et comme justifiant la pénurie et/ou la hausse des prix de nombreux produits de base. En réalité, ces deux crises n'ont fait que démasquer la crise de valorisation qui couvait depuis longtemps.

Il n'existe pas sur cette planète de pénurie de nourriture ou d'énergie. C'est la logique du capital qui crée la « pénurie » car la seule raison pour laquelle les marchandises sont produites dans le capitalisme, c'est de les vendre afin de réaliser du profit. Leur valeur d'usage en tant que nourriture, vêtements, carburant, etc. n'a de sens pour le Capital que comme moyen d'atteindre cet objectif. Il est donc logique de laisser pourrir la nourriture ou de brûler le carburant plutôt que de le donner à ceux qui ne sont pas en mesure de le payer. Le blé d'Ukraine ou de Russie ne sera donc pas transporté par d'autres voies ou remplacé par du blé ou d'autres produits comestibles d'ailleurs pour nourrir les prolétaires affamés d'Égypte, du Liban ou du Sri Lanka, à moins que cela ne soit rentable.

Dans les pages qui suivent, nous tentons d'analyser les mouvements prolétaires qui secouent le monde malgré le Covid-19 et les confinements qui y sont liés et la guerre en Ukraine, contre la misère de la vie dans la société capitaliste et en opposition aux efforts de mobilisation interclasse de l'Etat. Ce texte n'est pas censé être une chronologie de ces mouvements prolétaires ni un compte-rendu exhaustif et détaillé de l'activité militante et organisationnelle quotidienne « sur le terrain ». Il y a d'autres militants, avec des liens plus directs avec ces mouvements que les nôtres, qui ont bien assumé ces tâches. Nous nous concentrons sur les mouvements qui, selon nous, représentent la pointe du récent militantisme prolétarien, tout en gardant la continuité militante, qui réapparaissent sous une autre forme après avoir été réprimés par l'Etat, donnant naissance à des minorités militantes ou dynamisant celles existantes et créant potentiellement l'espace pour les ruptures programmatiques.

Mentionnons ici que nous prévoyons de couvrir les actions révolutionnaires défaitistes du prolétariat sur le territoire de la Russie et de l'Ukraine contre la guerre capitaliste (désertions et mutineries des deux côtés, attaques contre les centres de recrutement, sabotage des efforts de guerre, subversion de la récente mobilisation en Russie, etc.), ce qui fera l'objet d'un prochain bulletin. Nous devons également mentionner ici les émeutes de janvier au Kazakhstan déclenchées par les prix élevés du carburant, bien que nous n'en parlions pas en détail dans le texte qui suit. Ce fut une très forte éruption de colère prolétarienne contenant quelques moments insurrectionnels qui ont conduit la bourgeoisie locale à appeler en renfort la Russie et d'autres pays de l'OTSC (Organisation du Traité de Sécurité Collective) pour l'écraser et l'empêcher de se transformer en une insurrection prolétarienne à grande échelle. Nous avons publié sur notre blog un ensemble de matériel militant de divers groupes qui rendent compte du mouvement au Kazakhstan.

Parfois, tout doit changer pour que tout reste pareil...

LA CLASSE DIRIGEANTE MONDIALE AVAIT SUREMENT ESPERÉ qu'elle parviendrait à masquer la crise structurelle émergente du Capital en transformant par tous les moyens répressifs, récupérateurs et idéologiquement spectaculaires une « crise sanitaire » généralisée (maladies, malbouffe, empoisonnement et destruction de la planète, etc.) en une pandémie de Covid-19 – qui est elle-même un produit du rapport d'exploitation de la société avec le monde naturel issu du mode de production capitaliste tout aussi exploiteur (tout comme toutes les autres « catastrophes naturelles » auparavant). Elle a sûrement espéré aussi qu'elle serve de couvercle sur le chaudron bouillant de la lutte de classe prolétarienne qui faisait rage dans de nombreuses régions du monde en 2019. Une stratégie qui, au début, semblait plus ou moins réussie, mais il est vite apparu qu'elle la transformait plutôt en cotte-minute.

La proclamation du couvre-feu a servi dès le début d'excuse aux forces répressives de l'État pour rétablir ou confirmer et renforcer à la fois leur contrôle social sur le prolétariat et leur monopole de la violence – sordidement et honteusement justifié par la propagande comme devant « protéger la population ». Cela s'est présenté sous différentes formes – l'État s'est targué publiquement d'utiliser la violence contre quiconque osait ne pas respecter le couvre-feu (y compris, par exemple, en tirant et en tuant des enfants qui soutenaient la manifestation de rue depuis leur balcon au Kenya), il a exécuté des attaques planifiées de longue date contre des squats et des centres sociaux en Allemagne, en Italie, en Grèce, etc., il a nettoyé des quartiers prolétaires pour faire place à des promoteurs immobiliers aux Philippines, en Afrique du Sud, en Haïti..., il a perfectionné les moyens d'espionnage électronique (logiciel Tracker-Covid-19 utilisé par les flics pour suivre les manifestants à Minneapolis, mise à jour du logiciel de reconnaissance faciale pour voir à travers les masques).

En même temps, il était évident que toute cette répression n'était qu'indirectement liée à tout effort pour freiner la propagation de la maladie du Covid-19. En ce qui concerne le Capital, un être humain n'a pas d'autre valeur que celle de sa force de travail et le fait que des travailleurs tombent malades d'une maladie dangereuse ne constitue un problème que lorsqu'il peut affecter négativement la production de marchandises. Par conséquent, alors que la plupart des gouvernements des États nationaux ont essayé d'éviter la propagation incontrôlée du Covid-19 (parfois par opposition à la propagation « contrôlée » limitée aux « populations gênantes » – toute aide sanitaire étant délibérément rendue inadéquate et/ou sabotée

par l'État pour les habitants des favelas, des quilombos et des réserves indigènes au Brésil, des « Territoires palestiniens », des camps de réfugiés en Grèce... et de nombreuses prisons dans le monde entier), la mort ou les dommages permanents à la santé des prolétaires ont été très peu coûteux (ne leur coûtant que quelques larmes de crocodile versées dans les médias bourgeois). Inutile de dire que même pendant les périodes de confinement les plus strictes, la plupart des prolétaires dans le monde étaient toujours obligés de travailler et de faire la navette sans aucune mesure significative pour se protéger.

Plus nous entrons dans cette « ère Covid/post-Covid », plus il devient évident que la dichotomie entre « sécurité » et « liberté », que les forces bourgeoises nous imposent, est fautive – et qu'elle n'est en fait rien de plus qu'un mince vernis pour cacher ce qui a toujours été la seule directive de toutes les fractions bourgeoises de l'histoire pour le prolétariat : « Travaillez ! Consommez ! Obéissez ! Sacrifiez-vous ! ».

Pendant plus de deux ans, le mouvement mondial de lutte de notre classe s'est déroulé dans des circonstances très spécifiques. Bien que rien de tout cela ne soit unique dans la préhistoire humaine – pandémies, couvre-feux, crises, guerres... – tout cela était déjà là auparavant. La vague révolutionnaire de 1917-1921 s'est déroulée dans le contexte (à part la « Première Guerre mondiale » évidemment) de la pandémie de « grippe espagnole ». Il n'y a pas beaucoup de matériel militant de cette époque qui traite spécifiquement de la question de la maladie elle-même – seulement quelques fragments comme les revendications des travailleurs en grève en Espagne d'être mieux nourris et de travailler moins pour améliorer leur immunité, ou encore lorsque le rôle de la grippe est évoqué dans le retard du départ de la flotte de Wilhelmshaven, contribuant ainsi aux conditions matérielles de l'éclatement de la mutinerie. Les révolutionnaires de l'époque considéraient à juste titre que la maladie faisait partie de l'ensemble de l'existence misérable de la société capitaliste contre laquelle ils se rebellaient. Il est important de souligner que c'est à la totalité du capitalisme – une société de classe mondiale fondée sur l'exploitation du travail humain – que le mouvement communiste s'oppose et qu'il lutte pour le vaincre, le détruire et l'abolir. L'horrible réalité que nous vivons : maladie, guerre, pauvreté, violence, aliénation, oppression, faim, discrimination, catastrophe écologique, etc., est le produit inévitable du fonctionnement du Capital. Mais nous ne pouvons pas limiter notre critique à ces seules expressions négatives du capitalisme, car cela ouvre la porte à l'encadrement réformiste et à la canalisation de notre lutte dans le mouvement pour un « capitalisme réformé », un « capitalisme à visage humain », un



CONTRO IL GREEN PASS

CONTRO LO STATO

« capitalisme plus démocratique », un « capitalisme autogéré », un « capitalisme vert », un « capitalisme non racial », etc. – tous ces mouvements ne sont que des projets sociaux-démocrates qui tentent de maintenir le système d'exploitation en place sous une autre façade.

C'est ainsi que nous devons aussi aborder une expression particulière du mouvement prolétarien qui a explosé partout dans le monde (France, Italie, Australie, Pays-Bas, États-Unis, Roumanie, Royaume-Uni, Israël... pour n'en citer que quelques-uns) : ce que les médias bourgeois appellent le mouvement « anti-Green Pass » (ou tout autre équivalent régional de passeport sanitaire).

Nous ne jouerons pas ici l'air de ses détracteurs bourgeois identifiant l'ensemble du mouvement à son courant le plus réactionnaire, le plus réducteur, le plus démocratique et qui se focalise sur une seule thématique particulière, tendance à la désorganisation prônant les libertés individuelles ! Au contraire, à travers toutes ses contradictions, nous voulons mettre en avant et soutenir son courant le plus avancé et le plus conscient, en tant qu'expression du mouvement de classe prolétarien mondial, en continuité avec la vague de luttes « pré-Covid », en continuité avec les luttes contre la misère capitaliste aux USA, au Liban, en Iran, en Colombie, en Irak, en Haïti, en Birmanie, à Cuba, etc. Nous reconnaissons et revendiquons les cibles de ce courant (forces répressives, institutions étatiques, sièges sociaux des entreprises, « complexe médico-industriel », banques, etc.) comme des éléments de l'infrastructure capitaliste qui, historiquement, ont toujours été attaqués par le mouvement communiste ! Nous soutenons également les méthodes employées par ce courant appartenant à notre arsenal de classe : grèves, blocages des artères du capital (à Trieste...), expropriation des marchandises, comme les méthodes de notre classe en lutte contre la logique de l'accumulation capitaliste de la valeur !

Nous voyons le « Green Pass » (ou certaines de ses alternatives en dehors de l'UE) – qui est devenu l'ennemi symbolique de ce mouvement – comme une contribution à l'arsenal de l'État capitaliste utilisé pour contrôler, espionner, catégoriser, diviser, discipliner, aliéner, marginaliser les prolétaires. Dans sa forme la plus répandue, qui est la forme électronique, elle ajoute une autre fonctionnalité de traçage aux machines d'espionnage portables que sont les smartphones et que tant de gens portent volontiers sur eux et qui envoient déjà en permanence vos coordonnées physiques à l'opérateur, stockent vos appels, vos messages et vos fichiers sur ses serveurs, qui peuvent être mis à jour à distance pour vous écouter par microphone, pour allumer votre caméra, installer un logiciel de reconnaissance du visage, de la voix ou des empreintes digitales, un logiciel « reniflant » l'identité et le trafic en provenance et à destination d'autres appareils connectés au même Wi-Fi que le vôtre, etc. Nous voyons également dans le « Green Pass » une autre justification idéologique, « sanitaire » cette fois, du renforcement de la « forteresse Europe » (ce qui s'applique aussi aux

États-Unis, au Royaume-Uni, à Israël, etc.). Encore un autre argument raciste pour rejeter ces « migrants crasseux et non vaccinés » ou pour garder fermée cette frontière avec « un voisin hostile ». Évidemment, les prolétaires vivant dans les conditions les plus écrasantes (sans-papiers, sans-abri et autres « criminels »), qui sont moins susceptibles d'aller se faire vacciner par peur d'être brutalisés, arrêtés ou déportés par les porcs, seront désormais encore plus marginalisés. En Italie, où le « Green Pass » a été durant plusieurs mois une condition d'embauche, il a été utilisé par la bourgeoisie comme un prétexte pour licencier les travailleurs qu'ils voulaient déjà licencier ou pour bloquer la production (en raison du manque de composants par exemple) sans payer d'indemnités. Enfin, le « Green Pass » a été une façon d'expérimenter sur l'ensemble du territoire la tactique de division institutionnalisée et l'outil « de la carotte et du bâton », comme une réponse « occidentale » au « système de crédit social » en Chine.

Avec toute la critique envers le « Green Pass » que nous venons d'exprimer, nous voulons dire que nous crachons au visage de la racaille social-démocrate qui a essayé de présenter le « Green Pass » comme étant distinct des autres outils dont dispose l'État bourgeois pour exercer son contrôle sur le prolétariat (physiquement, socialement, légalement, numériquement, etc.), et distinct également du reste de l'existence misérable dans cette société, afin de canaliser une fois de plus le mouvement de classe dans une sorte d'appel à une réforme du capitalisme ! Tous ceux-là ont tenté de nous convaincre que nous devrions lutter uniquement pour le retour à la normalité pré-Covid, que nous devrions nous contenter du cadre des rapports d'exploitation *business as usual* d'avant le Covid, que nous devrions arrêter de nous opposer à « l'apartheid du Green Pass » et que nous ne devrions pas remettre en cause les séparations entre les « nations », les « races », les « sexes », les « secteurs économiques », etc. Le courant démocratique bourgeois (dans sa mutation « fasciste » ou « libérale ») a tenté de présenter toute la question du « Green Pass » et/ou des vaccins comme une question de « choix personnel » ou de « liberté personnelle » et, par ce biais, de concert avec les idéologues d'État arguant de la responsabilité individuelle pour arrêter la maladie, ils ont tenté de maintenir l'atomisation des prolétaires, de les enfermer dans leurs petites bulles personnelles et de contrer le processus émergent d'associationisme prolétarien.

Tout comme le mouvement des « Gilets jaunes », le mouvement « anti-Green Pass » était truffé de contradictions qui ne pouvaient être surmontées que par un processus de rupture pratique et programmatique (qui sont inséparables) avec son champ d'action limité à une seule problématique, processus que les courants les plus avancés du mouvement appelaient de leurs vœux. Des liens militants se sont tissés avec les mouvements contre l'expansion des méthodes de contrôle de l'État, les brutalités policières, l'aggravation des conditions de travail et le licenciement des travailleurs sous couvert de mesures anti-Covid-19, la digitalisation des lieux de

travail et de la société, le harcèlement des sans-papiers, le non-paiement des primes promises aux infirmières et aux médecins, etc.

Nous ne pouvons pas prédire si dans les mois à venir, la pandémie de Covid-19 (qui avait presque complètement disparue comme par enchantement au lendemain de l'entrée de l'armée russe en Ukraine, sauf peut-être en Chine où les confinements massifs et la répression sont toujours très puissants) va se poursuivre dans le monde entier, de même que la campagne de vaccination étatique mondiale sous une forme ou une autre. Mais par contre, ce dont nous sommes quasi certains, c'est que d'une part l'État continuera de tenir la carte de la pandémie en réserve, et de l'utiliser si et quand cela lui sera nécessaire, et que d'autre part la digitalisation de la société et l'adoption du télétravail vont continuer à se répandre et s'accélérer. De même, la tentative bourgeoise de nous faire payer « le coût de la pandémie » sera renforcée dans le monde entier, sans compter les coûts astronomiques de la guerre en Ukraine et de la crise économique et sociale qui, bien que préexistante à celle-ci, se développe en parallèle de manière exponentielle, et pour lesquels notre classe sera très rapidement et de fait est déjà appelée à « payer la facture ». Car la guerre en Ukraine va se poursuivre, les deux camps bourgeois opposés mobilisent en effet de plus en plus de ressources (à la fois les « canons » et sa chair) pour continuer ce massacre, l'oscillation des prix des hydrocarbures apportant pour sa part un élément supplémentaire d'instabilité.

Mais venons-en maintenant à l'analyse des divers mouvements de notre classe qui ont émergé ces deux dernières années à travers le monde, tant dans la sphère du Covid que sous le diktat du « nouveau paradigme » de la guerre en Ukraine et de ses conséquences directes...

Nous ne paierons pas pour votre crise !

L'ANNEE 2019 FUT PONCTUÉE D'EXTRAORDINAIRES POUSSÉES de la lutte des classes dans le monde entier : de Santiago à Paris (et Téhéran, Bagdad, Beyrouth, Hong-Kong), la révolte prolétarienne a éclaté contre la gangrène du capitalisme. Protestations massives, émeutes, grèves, pillages... attaques contre les sièges et les symboles du pouvoir d'État, ainsi que contre son infrastructure... Et de façon limitée et embryonnaire, il y eut des tentatives de certaines minorités militantes d'aller plus loin, de formuler et d'organiser la réalisation concrète des tâches historiques de l'insurrection prolétarienne :

- en saisissant la question de l'armement du prolétariat,
- en appelant à des actes de défaitisme révolutionnaire et en organisant pratiquement ceux-ci,
- en tentant de centraliser la publication de la propagande révolutionnaire,
- en menant l'agitation dans les rangs des forces militaires et policières,
- en tentant de se centraliser avec des militants révolutionnaires ailleurs dans le monde.

Dans de nombreuses régions du monde, avec comme fer de lance les régions d'Amérique latine et du « Moyen-Orient », le mouvement prolétarien ébranlait l'ordre social bourgeois malgré toutes les méthodes « traditionnelles » de la social-démocratie historique (quelle que soit son appartenance politique) – comme les élections, les syndicats, les appels aux réformes et les référendums, les appels à l'unité patriotique, etc. – pour le pacifier. Bien sûr, les faiblesses de notre classe, comme la vision bourgeoise intériorisée du monde avec ses frontières, ses nations, ses partis politiques et ses religions, étaient difficiles à surmonter et ont été facilement construites et exploitées par nos ennemis afin de canaliser à nouveau la rage de notre classe dans un projet réformiste. Mais il ne fallut

jamais longtemps avant que les contradictions inhérentes à la société capitaliste ne donnent naissance à une nouvelle rupture, plus profonde que la précédente.

Lorsque l'année 2020 (et la pandémie de Covid-19) est arrivée, de nouvelles armes ont été ajoutées aux arsenaux bourgeois d'apaisement, de contrôle et de répression.

Le faux choix entre l'obéissance aux mesures répressives « sanitaires » de l'État et le projet individualiste, réformiste et « pro-travail » du militant « anti-lockdown », « anti-masque » et « anti-vax » s'est ajouté à la pléthore de faux choix préexistants pour le prolétariat.

Cependant, le prolétariat n'a pas pu être contenu longtemps : dans de nombreux endroits dans le monde entier (dont nous mettrons en avant ici le Liban, la Colombie et l'Iran comme les exemples les plus conflictuels), même dans cette « nouvelle ère », les rues ont à nouveau été en feu.

En fait, la pandémie n'a pratiquement pas eu d'impact sur le mouvement de protestation au Liban, où la pleine émergence de la crise du Capital, qui couvait déjà, avec toutes ses expressions immédiates comme l'hyperinflation, la hausse du chômage, les défaillances dans la distribution d'eau et d'électricité et dans la production alimentaire, ainsi que l'explosion mortelle dans le port de Beyrouth ont complètement éclipsé le danger du Covid-19. Cela n'a pas aidé la bourgeoisie locale, qui n'a même pas été capable de faire semblant de se soucier des vies perdues (que ce soit à cause du Covid-19, de l'explosion du port de Beyrouth, de la famine, des balles des flics...). Mais même lorsqu'elle tente de faire entendre des bruits apaisants par le biais de ses médias, plus personne ne l'écoute. En effet, tout comme aux États-Unis (où un autre mouvement fort y a explosé malgré la pandémie), le mouvement au Liban a dû résoudre par ses propres moyens la question de la protection contre les gaz lacrymogènes (certains ont même contacté des camarades aux États-Unis et partagé avec eux des conseils pratiques, par exemple sur le site de partage de codes GitHub), contre les matraques et les balles ainsi que contre l'infection. Au Liban, où mourir de faim est un réel danger, des cuisines communautaires sont organisées pour préparer de la nourriture (donnée, mais souvent aussi expropriée) et la distribuer dans les quartiers prolétaires.

Nous voudrions souligner l'importance que la tâche de libérer le processus de production et de distribution alimentaire de la domination capitaliste a pour le développement de la lutte de classe, d'autant plus qu'elle s'approche du niveau insurrectionnel de rupture avec la société de classe. À l'époque du *business as usual*, la nourriture n'est rien d'autre qu'une



marchandise, produite comme n'importe quelle autre marchandise, uniquement pour sa valeur d'échange afin que les bourgeois réalisent leur profit. Cependant, en période de bouleversement social, si la nourriture reste entre les mains de nos ennemis de classe, elle acquiert un autre rôle néfaste : elle devient une arme de la contre-révolution. Nous avons pu le constater lors du soulèvement en Irak en 1991, lorsque les forces nationalistes kurdes ont monopolisé la nourriture et ont ensuite utilisé la famine contrôlée pour écraser la rébellion : en échangeant les rations alimentaires contre des armes, en dénonçant les camarades, en dissolvant les structures prolétaires autonomes ou en les intégrant à l'État.

Nous pouvons observer des tentatives similaires au Liban, par exemple du côté du Hezbollah, qui conserve et protège son réseau d'entrepôts remplis de produits de base comme la nourriture, le carburant, les médicaments et les vêtements. Ces stocks proviennent de ses propres fermes et usines, du « Programme alimentaire mondial » des Nations-Unies, de la contrebande depuis le territoire contrôlé par Assad en Syrie ou de dons venant d'Iran. Ils sont ensuite fournis de manière sélective par les travailleurs sociaux du Hezbollah à une partie de la « population chiite » comme une méthode d'apaisement pour décourager les prolétaires de s'approprier les marchandises par une action militante autoorganisée, ainsi que pour les lier politiquement au Hezbollah et tenter de rétablir la séparation sectaire que le mouvement de notre classe subvertit radicalement dans sa pratique quotidienne ainsi que dans sa compréhension de la réalité qui en découle.

La division sectaire traditionnelle qui, pendant des décennies, a fait partie de tous les aspects de la vie au Liban est généralement la cible de critiques et d'une résistance active. Les loyalistes de tous les grands partis (qu'ils fassent partie du gouvernement ou de l'opposition) sont aux prises avec des manifestants dans les rues. Lors de la manifestation massive (qui s'est transformée en émeutes, lorsque les forces répressives de l'État ont commencé à tirer sur la foule) qui a suivi l'explosion dans le port de Beyrouth, les manifestants ont construit une potence sur la place principale arborant les photos découpées du président Michel Aoun, du président du Parlement Nabih Berri, du premier ministre Hassan Diab, de l'ancien premier ministre Saad Hariri, du secrétaire général du Hezbollah Hassan Nasrallah et du président du Parti socialiste progressiste Walid Joumblatt. De même, les bâtiments de nombreuses institutions de l'État, y compris le Parlement, plusieurs ministères et les sièges des partis politiques (y compris le Hezbollah), mais aussi les villas privées des politiciens et des chefs de milice sont régulièrement pris pour cible par des émeutiers en colère,

presque à chaque fois qu'il y a une manifestation, et l'hésitation règne souvent dans les rangs des soldats, quant à savoir s'ils doivent les réprimer – apparemment, il y a eu une série de désertions à la fois dans l'armée libanaise et dans les forces armées du Hezbollah.

Ceci étant dit, nous devons dénoncer le fait que l'idéologie bourgeoise sous les formes plus « séculaires » du nationalisme libanais (« anti-syrien », « anti-israélien », « anti-palestinien », « anti-iranien », etc.), du libéralisme, de « l'europhilisme », du léninisme, etc. a un impact non négligeable sur la direction de l'essentiel du mouvement. Seule une minorité de réfugiés « syriens » et « palestiniens », dont 1,5 à 2 millions vivent au Liban, a pris part au mouvement, car cette expression de la séparation sociale bourgeoise selon les lignes ethniques a été à peine effleurée par celui-ci. Seules quelques minorités de militants dont nous n'avons que des bribes de preuves de l'existence et de l'activité (comme le fameux chant *Revolution everywhere* qui a fait le tour du web) sont capables de rompre consciemment (au moins partiellement) avec l'idéologie de la révolution populaire nationale du « peuple libanais » et de tenter de se connecter à la communauté de lutte ailleurs dans le monde.

L'avenir nous dira si ces minorités avancées du mouvement prolétarien sur le territoire libanais seront capables de forger des liens de solidarité pratique, de discussion militante, de centralisation organisationnelle et de pratique révolutionnaire défaitiste avec les minorités d'autres territoires, en particulier celles d'Irak et d'Iran, avec lesquelles elles partagent fondamentalement de nombreuses conditions matérielles immédiates, telles que le manque de produits de première nécessité, la violence brutale des milices sectaires et la participation à la guerre en Syrie.

Plus précisément, nous pouvons voir la matérialisation de l'axe « Est-Ouest » des intérêts économiques et géopolitiques, entre le Hezbollah, le régime d'Assad, la fraction bourgeoise « chiite » d'Irak et les « Gardiens de la révolution » d'Iran. L'expression concrète de cette situation est un objectif clair de ces fractions (entre autres) de relier le Golfe Persique à la Méditerranée orientale par des projets d'infrastructures (pipelines, routes, chemins de fer). Cet axe s'oppose à celui (pour l'instant beaucoup plus fracturé par la discorde entre de nombreux intérêts locaux et particuliers) du « Nord-Sud » qui va de la Turquie à l'Arabie Saoudite et aux États du Golfe en passant par les territoires kurdes irakiens (et, dans un sens, également les territoires contrôlés par les groupes islamistes et Israël). Ces axes (avec quelques « jokers » comme le « Rojava » ou « ISIS ») sont d'une manière ou d'une autre poussés par les « superpuissances » : USA, Russie, UE, Chine... Bien sûr, ces alliances sont contradictoires en interne et ne sont pas gra-

vées dans le marbre, car elles sont l'expression d'une unité démocratique seulement temporaire : la seule unité que les fractions bourgeoises, constamment poussées au conflit par la logique même de la compétition capitaliste, peuvent atteindre.

Cette matérialisation concrète de l'expansion impérialiste inhérente à chaque fraction (« nationale », « religieuse », « partisane », etc.) du Capital, ainsi que le carnage et la souffrance qu'elle apporte au prolétariat, a été dénoncée et attaquée dans la pratique par les secteurs les plus avancés du mouvement de classe dans la région du « Moyen-Orient ». Rappelons le mot d'ordre défaitiste clairement révolutionnaire au plus fort du mouvement insurrectionnel en Iran de 2017/2018 : « De Gaza à l'Iran, à bas les exploiters ! ».

Mouvement qui, après avoir été écrasé avec une brutalité presque sans précédent par l'État iranien, a



réussi à se regrouper et à s'enflammer à nouveau avec la même intensité en 2019. Malgré toute la répression, la pandémie et le lock-down, malgré toutes les farces électorales démocratiques bourgeoises, malgré les réformes, etc., les rues d'Iran sont en feu de manière récurrente !

En réalité, ce mouvement ne s'est pas développé de manière isolée : il n'y a jamais eu de paix sociale complète en Iran depuis au moins 2016 ! Des centaines de grèves, dont beaucoup sont sauvages et rejettent la représentation syndicale, sont menées chaque semaine dans tout l'Iran : dans l'industrie pétrolière, la sidérurgie, la production de sucre, l'agriculture, les écoles, les hôpitaux, les chemins de fer, les transports publics, les services de taxi, etc., ainsi que des manifestations de rue de retraités et d'étudiants et des émeutes dans les prisons, tout cela se déroulant de manière continue depuis le début de 2020.

En février 2021, une série d'émeutes a éclaté dans la province du Sistan-Baloutchistan à la suite du massacre de « commerçants informels » qui protestaient contre la fermeture de la frontière avec le Pakistan, ce qui bloquait leur seule source de revenus, la vente de carburant « non taxé » au Pakistan. Ce carnage, qui a fait 37 morts et plusieurs blessés et qui a été commis par des « gardiens de la révolution » (apparemment avec l'aide de gardes-frontières pakistanais) a déclenché une semaine de troubles, au cours de laquelle les bâtiments du gouvernement provincial ont été pris d'assaut, plusieurs postes de police ont été conquis par une foule prolétarienne en colère et ont dû être réprimés par la force des balles et un black-out de l'information.

L'étincelle immédiate de cette vague de luttes était le manque d'eau potable, principalement dans la province du Khuzestân (où les protestations ont commencé) et dans le reste du sud de l'Iran. Les autres causes immédiates comprenaient également les coupures de courant, le non-paiement des salaires et le harcèlement policier, ainsi que la haine et le dégoût en général envers l'État (même si le plus souvent tout cela est formulé en opposition avec le régime/gouvernement actuellement en place). Le mouvement s'est rapidement étendu à Téhéran, Buchehr, Ispahan, Tabriz et à de nombreuses autres villes et s'est intensifié et transformé en affrontements violents avec les forces répressives qui ont tué plusieurs manifestants. Le mouvement a également dépassé la résistance contre les expressions immédiates de leur misère (dans ce cas, le manque d'eau potable, l'un des nombreux aspects d'une catastrophe environnementale mondiale causée par le mode de fonctionnement de la société capitaliste) et a visé les institutions du gouvernement, les « gardiens de la révolution », aux chants de « A bas les mollahs » et « Mort à Khamenei ! ».

Comme le montre la généralisation du mouvement et la rapidité de sa propagation de la province « ethniquement arabe » du Khuzestân à l'ensemble de l'Iran, cette tactique de division employée par la fraction locale de la bourgeoisie mondiale pour exploiter et consolider les séparations existantes dans notre classe ne fonctionne pas comme prévu. Bien sûr, comme pour tout autre mouvement prolétarien dans le monde (par exemple les *Gilets Jaunes* en France, *Black Lives Matter* aux États-Unis, etc.), divers courants politiques qui tentent d'encadrer le mouvement montrent leur présence active dans les rues ainsi que sur Internet : syndicalistes, réformateurs islamistes, staliniens, royalistes pro-Pahlavi, « aryanistes », MEK, etc. Mais jusqu'à présent, ils semblent incapables de détourner la direction générale du mouvement de sa trajectoire consciente de confrontation de classe...



Au moment où nous terminons ce texte, une nouvelle vague d'émeutes et d'affrontements se propage à nouveau dans tout l'Iran après que la « police des mœurs » ait assassiné une jeune femme, Mahsa Amini, pour ne pas avoir suivi le stupide code vestimentaire sexiste imposé aux femmes en Iran par le régime bourgeois islamique local. Le mouvement de protestation que ce meurtre a déclenché est en train de créer une perturbation majeure de la normalité capitaliste dans tout le pays – en essayant de surmonter pratiquement la séparation des sexes et les hiérarchies imposées à nos frères et sœurs de classe en Iran, tout en formulant pratiquement une tactique insurrectionnelle contre les centres de pouvoir de l'État, en expropriant les marchandises et en perturbant la production...

Il n'y a pas que la Colombie qui s'embrase !

DEPUIS LES TERRAINS BRULANTS DE TEHERAN ET DE BEYROUTH, aventurons-nous une fois de plus vers l'autre pôle mondial de la lutte des classes : « l'Amérique latine ». Depuis des années, les fractions locales de la bourgeoisie mondiale doivent avoir le sommeil léger par crainte d'une nouvelle explosion de rage prolétarienne contre leur tyrannie. Depuis des années, elles doivent utiliser tous les outils à leur disposition afin d'essayer de pacifier (ce qui s'avère être le plus souvent futile à long terme) les réactions périodiques de notre classe face à la misère et à la brutalité de l'existence dans la société capitaliste. Il y a quelques années, la marée la plus importante du mouvement a eu lieu au Venezuela, suivie par le Nicaragua, pour culminer au cours de l'année 2019 en Équateur et surtout dans le séisme social massif et explosif qui a frappé le Chili. En parallèle, le mouvement prolétarien – prenant la forme de manifestations de rue, d'occupations de terres, de grèves et d'affrontements avec les forces de police – couvait en Colombie à partir de septembre 2019. Il a temporairement perdu de son intensité (mais n'a jamais disparu, plusieurs émeutes d'ampleur limitée, mais déterminées et violentes, ayant lieu dans diverses parties du pays chaque mois) après mars 2020 en raison de la combinaison de plusieurs facteurs : la promesse faite par le président Duque de supprimer les coupes sociales et l'octroi de quelques miettes de pain, la répression brutale et l'arrivée de la pandémie de Covid-19 ainsi que les mesures de contrôle social et de pacification qui y sont liées. Cependant, en avril 2021, une nouvelle tentative d'introduire plus d'austérité pour le prolétariat en Colombie, sous forme d'augmentation de la TVA de 5% à 19% sur les produits de base (soi-disant pour payer les « indemnités Covid » vraiment pitoyables fournies par l'État) et de privatisation du système de santé sur le « modèle américain », a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase et les rues de Colombie se sont à nouveau embrasées !



Pour tenter de réprimer le mouvement, l'État a utilisé le mélange bien connu de répression et de propagande diffamante (en essayant de dépeindre les prolétaires en lutte comme des agents et des partisans du régime bolibourgeois voisin de Maduro ou des FARC ou des cartels de la drogue). Bien sûr, comme ailleurs dans le monde, l'argument de la propagation du Covid-19 a également été utilisé contre les manifestants. Cela montre une fois de plus l'utilisation sordide et opportuniste, à des fins militaires, d'un désastre capitaliste pandémique contre-nature pour renforcer le contrôle de l'État sur le prolétariat et réprimer son activité militante. Il n'est pas surprenant qu'en 2020 la Colombie ait été l'un des nombreux pays du monde où des mutineries de prisonniers ont éclaté contre le manque total de protection anti-Covid et les conditions généralement insalubres dans les prisons, qui ont laissé des centaines de prisonniers souffrir et mourir. Comme cela a été démontré dans le monde entier lors de la pandémie de Covid-19, la bourgeoisie ne se soucie manifestement pas de la vie des prolétaires et est totalement disposée à les sacrifier lorsqu'elle les considère comme force de travail excédentaire (comme dans le cas des prisonniers) ou lorsqu'elle a besoin d'extraire de la valeur de leur travail à n'importe quel prix.

Face à la force de la classe ouvrière déterminée dans les rues – avec des affrontements quotidiens entre les manifestants et la police, des grèves et surtout des barricades bien organisées et des blocages de routes et de voies ferrées dans tout le pays, interrompant le flux de marchandises sur les principales artères de la capitale, bloquant le fonctionnement des ports maritimes et de l'industrie minière – la seule option du gouvernement a été de faire rapidement marche arrière sur les réformes proposées (y compris l'augmentation initiale des impôts qui avait tout déclenché) et de promettre quelques « programmes sociaux ». Cela n'a pas eu l'effet escompté par la bourgeoisie, car ce n'était tout simplement pas suffisant pour apaiser notre classe déjà mobilisée. Le mouvement s'est alors propagé et s'est

intensifié encore plus et a dans la pratique surmonté les séparations préexistantes (différences « sectorielles », fausses dichotomies « étudiants » vs « travailleurs » vs « chômeurs », « urbains » vs « ruraux », « indigènes » vs « non-indigènes », etc.).

Tout comme au Chili un an plus tôt, le mouvement a créé des structures organisationnelles au niveau territorial (dans les quartiers), dépassant la séparation imposée par les secteurs économiques du Capital et la forme d'organisation « syndicaliste » limitée aux lieux de travail. Bien sûr, nous ne prétendons pas qu'une certaine forme d'organisation, c'est-à-dire les « assemblées populaires », les « shoras », les « soviets », etc., soit une garantie du contenu révolutionnaire. Comme l'histoire de la lutte des classes et de sa récupération sociale-démocrate nous l'a montré, s'il n'y a pas de perspective révolutionnaire claire ou si l'énergie militante de notre classe est dilapidée dans de vaines procédures démocratiques formalistes, dans des votes et dans des « discussions » futiles, ces structures dégénèrent très rapidement en organes contre-révolutionnaires d'autogestion de l'exploitation capitaliste. C'est pourtant une étape nécessaire pour briser les limites sectorielles et catégorielles qui nous sont imposées par la logique du Capital, où nous sommes vulnérables à ses tentatives de coopération à travers ses syndicats et ses partis, et pour nous organiser en tant que classe directement sur le plan social afin de pouvoir généraliser et étendre la lutte et subvertir la totalité des rapports capitalistes.

Le mouvement en Colombie a été au moins quelque part capable d'assumer cette tâche et d'organiser concrètement la résistance non seulement contre la violence physique directe des forces répressives de l'État, mais aussi contre ses tentatives de les affamer comme le montre cet exemple des camarades du Grupo Barbaria :

« À Cali, l'épicentre des protestations, les communes (les quartiers) de la périphérie de la ville se sont organisées collectivement non seulement pour faire face à la violence des forces répressives. Ils ont également dû organiser l'approvisionnement en nourriture, la protection contre les agents infiltrés, le transport collectif, la prise en charge des blessés, etc., alors que le gouvernement tentait de les affamer et de supprimer les services de base. La réponse de ces communes, comme Puerto Resistencia, est un exemple de la capacité de notre classe à construire des relations sociales en marge de celles imposées par le capital et ses États ; où parallèlement à la réorganisation des conditions de vie matérielles, s'opère également une révolution des valeurs et des relations humaines. »

Mais le mouvement prolétarien en Colombie ne se limite en aucun cas à la défense ou à la survie – au contraire ! C'est l'ensemble du Capital et de ses institutions d'État qui a été attaqué, depuis les commissariats de police, les banques et les péages d'autoroute incendiés, les magasins pillés, jusqu'à la destruction du bureau qui archive les titres de propriété foncière ! Et tout cela se passe malgré et contre l'horrible répression : non seulement les matraques, les gaz lacrymogènes, les canons à eau et les balles en caoutchouc, mais aussi les balles réelles sont utilisées contre les foules, des dizaines de nos frères et sœurs de classe ont été tués (par des flics, y compris les salauds en civil, ou des paramilitaires), beaucoup d'autres ont perdu un œil après avoir été touchés au visage par une balle en caoutchouc ou une grenade lacrymogène (tout comme au Chili, tout comme en France...). Des milliers de manifestants arrêtés ont été battus et torturés dans les

commissariats de police, beaucoup ont simplement « disparu » après avoir été arrêtés, les abus sexuels et les viols sont régulièrement utilisés comme méthode de terreur par les porcs... Au moins, parfois, les camarades en Colombie parviennent à se venger un peu en abattant un de ces porcs ou en le faisant rôtir avec des Molotovs dans leur commissariat.

La vague de lutte des classes en Colombie s'est poursuivie jusqu'à la fin de l'année 2021, bien qu'avec une intensité moindre après les événements quasi insurrectionnels de mai dans des endroits comme Cali ou Popayán, malgré l'état d'urgence de facto. Les grèves contre une nouvelle tentative d'introduction de « réformes fiscales » par Duque, organisées par les syndicats, mais qui finissaient souvent hors de leur contrôle dans des confrontations avec la police, ont continué de perturber l'économie colombienne, ainsi que le mouvement d'occupation et d'expropriation des terres rurales et contre les expulsions forcées dans les bidonvilles de Bogota. Pendant ce temps, la rage prolétarienne commençait à s'exprimer à nouveau par des grèves et des émeutes au Chili, en Argentine, au Brésil, au Mexique et même à Cuba.

Rien ne va plus, les jeux (ne) sont (pas encore) faits...

UNE AUTRE FORTE EXPLOSION DE RAGE PROLÉTARIENNE a éclaté au Pérou, de mars à avril 2022. La cause immédiate était l'augmentation des prix des produits de base déjà chers comme la nourriture et le carburant (le taux d'inflation officiel a atteint presque 9%), et le manque d'eau potable dans les quartiers prolétaires. Le mouvement, qui a débuté dans la capitale Lima, s'est rapidement étendu à Cuzco et à l'ensemble du pays.

La grève générale appelée par les syndicats des transports a rapidement échappé à leur emprise et s'est transformée en affrontements avec la police et les briseurs de grève, en pillage des magasins et en blocage des autoroutes. Le président Castillo a répondu par l'état d'urgence et a déployé l'armée dans les rues, mais les émeutes ont continué. Des prolétaires en colère ont tenté d'envahir le Congrès, où le président tenait un discours. Dans la région d'Ica, l'une des principales artères pour les marchandises en Amérique du Sud, la Route panaméricaine, fut bloquée par des manifestants.

Comme toujours, les forces de répression ont répondu par la brutalité : gaz lacrymogènes, canons à eau et matraquages, mais aussi à plusieurs reprises par des tirs à balles réelles. En conséquence, au moins huit manifestants ont perdu la vie.

Contrairement au fort mouvement de protestation de décembre 2020, lorsque les forces bourgeoises ont réussi à coopter une grande partie du prolétariat en lutte et à l'envoyer dans la violence fratricide, selon des lignes partisans (au nom de l'antifascisme), ce

mouvement semble être beaucoup plus capable de se libérer du contrôle social-démocrate.

Bien sûr, les forces de la social-démocratie historique s'engagent à maintenir le mouvement contenu dans le cadre de choix démocratiques et d'actions réformistes. Les syndicats ont été poussés par leur base à des gestes radicaux : ils annoncent une grève illimitée, ils approuvent certains des barrages routiers, tout en s'asseyant avec le gouvernement et les patrons à la table de négociation « tripartite » (en fait un seul parti, le parti de la contre-révolution), dénonçant toute action prise par les prolos en dehors de leur contrôle (expropriation de marchandises, barrages routiers « non autorisés », etc.) et en sapant discrètement « leur propre » grève. Dans le même temps, l'opposition politique (« de droite » cette fois, car le gouvernement est « de gauche ») tente de monter les manifestants les uns contre les autres en parlant d'« Indiens paresseux » et de « paysans sans éducation » et d'accroître le soutien de son propre parti politique en imputant la baisse du niveau de vie du prolétariat à la « mauvaise gestion économique de gauche ».

C'est la même stratégie que les forces bourgeoises (nos ennemis de classe !) tentent à chaque fois. Elles essaient de renforcer la division au sein de notre classe en lutte à partir de n'importe quelle faiblesse préexistante, de n'importe quelle catégorie sociologique intériorisée afin de détourner l'objectif de notre lutte de nos intérêts historiques : la destruction de la société de classe mondiale.

Alors que la phase combative initiale du mouvement semble être subjugée par une combinaison de répression sélective, de plafonnement temporaire des prix des produits de base les plus importants et de toutes sortes de promesses politiques et syndicalistes, les grèves militantes qui ont encore occasionnellement éclaté dans les secteurs miniers et des transports pendant l'été montrent que le mouvement est juste en sommeil, mais pas mort.

Autre continent, mais les mêmes luttes ! Depuis le début du mois de mars 2022 jusqu'à aujourd'hui, une rébellion prolétarienne à grande échelle fait rage dans les rues et sur les places du Sri Lanka contre la détérioration des conditions de vie telles que la terrible augmentation des prix des produits de base comme l'huile, la farine, l'électricité (ou dans certains cas l'absence d'électricité), etc., contre les mesures d'austérité, la violence policière, etc.

Dans le quartier de Mirhana à Colombo, un grand nombre de manifestants ont attaqué la maison du président de l'État, l'infâme seigneur de guerre Gotabaya Rajapaksa, se heurtant aux policiers et brûlant deux bus militaires directement devant sa porte. L'État a réagi en déclarant l'« état d'urgence », mais personne ne l'a respecté et d'énormes manifestations se

sont poursuivies à Colombo ainsi que dans les provinces. Finalement, l'état d'urgence initial a été levé après seulement une journée avant d'être instauré à nouveau quelques jours plus tard, ce qui ne fait qu'illustrer la

panique totale de la bourgeoisie sur le territoire sri-lankais. La principale autoroute du pays entre Colombo et la deuxième ville Kandy a été bloquée par des barricades, devenant le centre d'autres affrontements violents avec les forces de sécurité. L'université Peradeniya de Kandy a été occupée par une partie de ses étudiants qui se heurtent à la police et qui ont produit des consignes militantes contre l'exploitation capitaliste.

Avec la généralisation du mouvement, d'autres secteurs militants de la classe prolétarienne ont commencé à s'organiser et à s'impliquer dans les manifestations et les grèves quasi quotidiennes : les pêcheurs, les conducteurs de rickshaw (qui constituent

« Nous, travailleurs, sommes contraints d'être de la chair à canon en toutes circonstances, mais nous sommes aussi la poudre à canon qui fera exploser les entrailles de ce système capitaliste... »



une partie centrale du transport urbain au Sri Lanka), les conducteurs de bus privés, etc.

Au premier abord, la cause fondamentale de cette évolution est à trouver dans la guerre en Ukraine – dont les deux parties belligérantes sont les principaux exportateurs (ou pays de transit) de céréales, d'huile de cuisson ainsi que d'hydrocarbures ; ce à quoi on peut ajouter dans le cas du Sri Lanka, « l'incapacité du gouvernement à payer ses dettes » au Fonds Monétaire International et à la Banque Mondiale, ainsi qu'à ses créanciers chinois et indiens.

Dans la réalité quotidienne inhumaine du capitalisme, la « guerre » et la « paix » ne représentent que les deux phases d'une même dynamique de compétition entre différentes fractions bourgeoises. Alors que sur le territoire de l'Ukraine, les prolétaires sont déchiquetés par les bombes, massacrés, estropiés, torturés, affamés et violés... pour les fractions bourgeoises du reste du monde, cela ne signifie qu'une opportunité pour imposer aux prolétaires sur leurs territoires les mesures d'austérité planifiées à l'avance ainsi qu'une opportunité pour la réalisation de leurs profits précédemment retardés en raison des mesures « sanitaires » liées au Covid-19.

A ce stade, il faut dire que ni la pandémie ni la guerre ne sont la cause principale de la crise économique et sociale actuelle du Capital. La pandémie n'a fait que révéler la crise de valorisation qui couvait depuis longtemps, causée par la baisse tendancielle générale du taux de profit moyen du Capital « grâce » à la diminution constante du rapport entre le travail vivant (c'est-à-dire les travailleurs) et le travail mort (c'est-à-dire les machines). Alors que les premiers sont les seuls à pouvoir être exploités pour générer de la plus-value et donc du profit, les secondes nécessitent des investissements pour les faire fonctionner. Dans la réalité de la pandémie, ces investissements pour relancer le cycle de production sont en péril car le profit moyen n'est plus suffisant et surtout les créanciers des entrepreneurs ne croient plus en la réalisation future de leur profit.

Le mouvement prolétarien qui a lieu au Sri Lanka ces derniers mois se trouve dans ses moments les plus avancés et remet pratiquement en question certains des fondements de la société capitaliste. En particulier, l'expropriation généralisée des marchandises et leur redistribution. De manière embryonnaire, il assume également certaines des tâches insurrectionnelles : agitation parmi les prolétaires en uniforme et fraternisation avec ceux-ci, occupation de points stratégiques de l'infrastructure comme les centres de distribution d'électricité, d'essence et d'eau, etc. Comme l'ont montré les événements qui ont suivi l'occupation de la Maison du Président et la fuite du président Gotabaya Rajapaksa aux Maldives, le mouvement a dépassé l'idéologie « anti-Rajapaksa » et a affronté le nouveau gouvernement « d'opposition » avec la même force.

Quelle perspective révolutionnaire !?

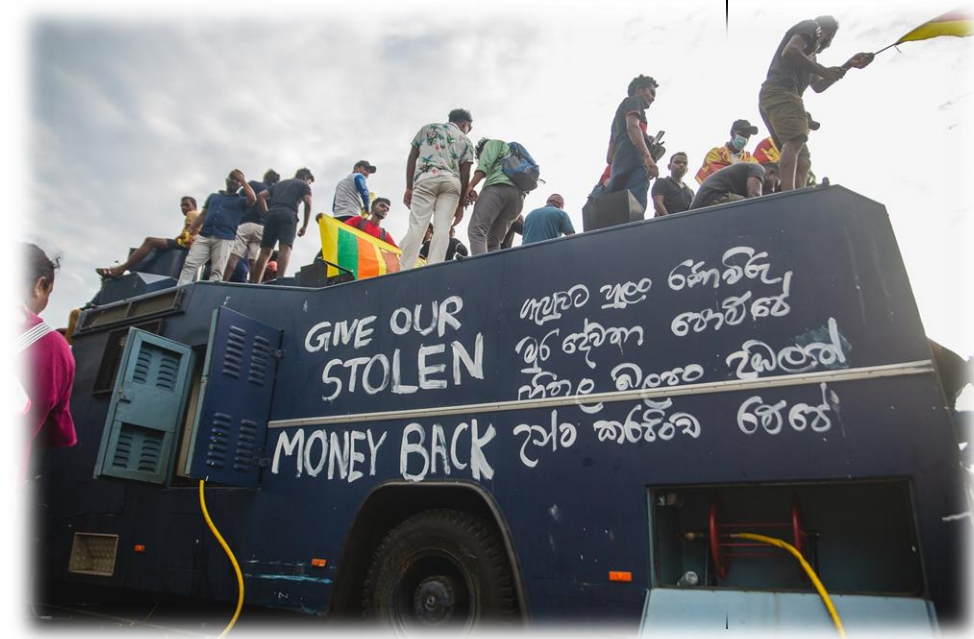
ALORS QU'IL SEMBLE BIEN QUE NOUS NOUS SITUIONS A LA CHARNIERE D'UNE NOUVELLE EPOQUE au sein du mode de production capitaliste, ou à tout le moins qu'un nouveau paradigme s'impose à nous afin de toujours reproduire la totalité de la dictature marchandise sur nos existences, nous pouvons affirmer, sans pour autant nier la prééminence globale de la paix sociale dominante et du poids des morts sur les vivants, que la situation mondiale de ces dernières années se caractérise par :

- une attaque globale contre les conditions de vie du prolétariat – augmentation du prix des produits de première nécessité, inflation, contrôle de l'État, perte d'emplois, militarisation de la vie, etc. – à un niveau sans précédent depuis au moins un demi-siècle,
- un mouvement prolétarien qui s'exprime dans de nombreuses parties du monde par des manifestations, des émeutes et des grèves, parfois quasi insurrectionnelles,
- une continuité militante qui commence à se former entre ces éruptions et des liens militants qui commencent à se tisser entre les minorités radicales de ces luttes dans différents pays,
- les forces de la social-démocratie historique et de la réaction qui s'efforcent de coopter et d'étouffer ces mouvements,
- les camps militaires bourgeois opposés qui se forment dans une chaîne de myriades de conflits locaux et le danger réel que ce processus se cristallise en Ukraine en une guerre mondiale et peut-être nucléaire...

Les minorités communistes, afin de remplir leur rôle historique (en tant que partie du prolétariat la mieux préparée sur le plan programmatique et tactique) de prendre part au développement de la direction révolutionnaire à donner à la lutte de notre classe, doivent comprendre les conditions matérielles de notre époque et agir en conséquence. En réponse surtout à ce que l'État des capitalistes nous prépare dans le cadre de l'extension de sa guerre permanente menée contre notre classe, et du renforcement de nos luttes contre la dégradation généralisée de nos conditions de survie, nous devons plus que jamais développer des moyens (organisationnels, tactiques, techniques) pour nous protéger et protéger nos activités : de l'espionnage et du contrôle de l'État, des maladies et de leur propagation, de la guerre et de la militarisation de la société !

Nous ne nions pas que la situation actuelle et les multiples mouvements de notre classe à travers le monde sont porteurs d'un tas de contradictions, de tendances contradictoires, et donc aussi de faiblesses. Mais contrairement aux idéalistes qui collent des étiquettes sur les luttes qui ne correspondent pas selon eux à une qualité rêvée absolument révolutionnaire, et qui les désignent au mieux comme « des luttes à l'intérieur du capital » ou au pire comme « des luttes pour la démocratie », « pour le consumérisme », « pour le pouvoir d'achat » (se conformant ainsi complètement à la propagande bourgeoise) etc., nous voyons dans l'analyse de ces événements l'existence collective et la pratique à l'intérieur du mouvement prolétarien indépendamment des drapeaux ou de la « conscience » individuelle des participants, parce que ce sont précisément ces luttes qui changent les conditions de production et de reproduction de la vie réelle.

Il est clair que la conscience sociale est le reflet des rapports de forces dans la société de classe existante. Il est donc clair que les luttes prolétariennes portent dans leur cœur même différentes faiblesses qui sont le produit de la domination idéologique bourgeoise ainsi que le reflet de la reproduction de la vie sociale sous la tyrannie de la valeur. Même pendant la révolution prolétarienne, la conscience bourgeoise dominera les masses du prolétariat et elle les dominera aussi



longtemps que cette conscience reflète la division de classe existante de la société.

Ce sont les luttes elles-mêmes qui changent les conditions et les rapports de forces. Dans ces luttes, le prolétariat cesse d'être une catégorie sociologique, une classe « abstraite » composée d'un mélange de citoyens isolés, mais il redevient la classe qui dérange la logique de la domination capitaliste et qui crée les conditions pour la reproduction des besoins de la vie qui sont antagonistes à cette société. A un niveau conscient, il redevient la classe qui crée dans ce processus la critique révolutionnaire.

Les idéalistes attendent au contraire 100% de conscience révolutionnaire dans un conflit de classe, et ce dès son commencement même. Dans leur approche le rapport mutuel entre l'existence et la conscience est perdu, aussi bien que le mouvement ; c'est-à-dire que le processus de rupture d'avec la domination de l'idéologie bourgeoise et de la réalité quotidienne de la reproduction sociale capitaliste est perdu.

En dépit de toutes ces théories, la situation révolutionnaire ne tombera pas du ciel. Elle sera le produit d'un énorme conflit de classe, de beaucoup de luttes et de défaites ainsi que de leur critique, d'une série de ruptures avec l'état des choses présent, de la participation active des masses du prolétariat et de ses minorités

les plus radicales et conscientes, du communisme comme programme se constituant organiquement contre la dictature du capital.

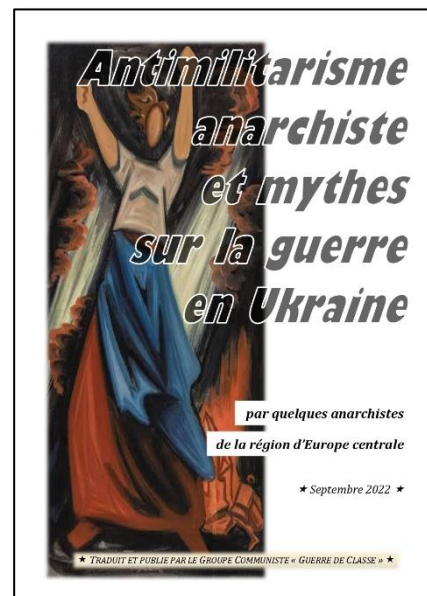
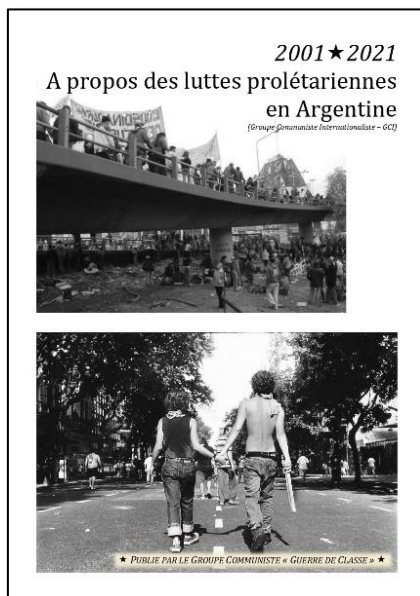
Comme toujours, nous devons aider à forger les liens militants entre les expressions les plus avancées du mouvement de classe dans le monde, à mettre en avant une perspective révolutionnaire directement internationaliste contre toutes les falsifications et séparations bourgeoises, à dévoiler la nature prolétarienne de la lutte de classe dans les différentes parties du monde !

Contre la guerre capitaliste et la paix capitaliste, contre toutes les formes de nationalisme, de « moindre mal », de « libération nationale », de « guerre défensive », etc., nous devons opposer le défaitisme révolutionnaire intransigeant !

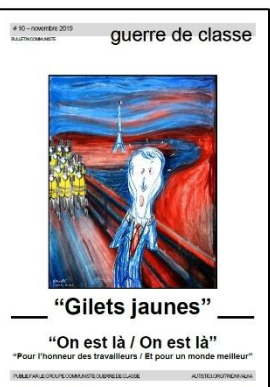
Enfin, nous tenons ici à répercuter les propos d'expressions militantes au Pérou alors que les rues étaient en feu au printemps dernier :

“La classe ouvrière se répand comme le feu, un feu qui emporte tout, avec fureur, avec un élan suprême. Ils chevauchent ses feux de joie, elle court sa lumière irrésistible, elles flottent au vent ses bannières chaleureuses, ses flammes victorieuses sont lancées sur le triste continent. Feu purificateur qui pénètre les villes, illumine le monde, souffle tout sur son passage, frappe les gratte-ciels, bouscule les statues, se propage par ses morsures : des immensités d'immeubles pourris brûlent comme des mouchoirs légers, la nuit cesse, le jour s'accroît. C'est comme un soleil qui éclipse l'obscurité lunaire, c'est comme un cœur qui s'étend et absorbe, qui se déploie comme le corail des mers en nuées de sang à travers le monde.”

■■■■ LISEZ AUSSI ■■■■



★ Téléchargez nos matériaux au format PDF sur autistici.org/tridnivalka ★



PROLÉTAIRES EN RUSSIE ET EN UKRAINE ! SUR LE FRONT DE LA PRODUCTION ET SUR LE FRONT MILITAIRE... CAMARADES !

Guerre de Classe – 24 février 2022

A NOUVEAU, LES BRUITS DE BOTTES RESONNENT BRUYAMMENT EN EUROPE, les canons s'affutent, les bombardiers regorgent de dragées meurtrières, les missiles dardent leurs pointes nucléaires sur leurs futurs objectifs.

Ces mots que nous avons rédigés en 2014 sont plus que jamais d'actualité à propos du conflit entre la Russie et l'Ukraine. Si le capitalisme est viscéralement fauteur de misère, de crises climatique et sanitaire, on avait presque « oublié » qu'il était et reste indubitablement fauteur de guerres !!! Aujourd'hui, l'offensive militaire est lancée : on signale des bombardements dans le Donbass, à Odessa, Kiev, Marioupol, Kharkov...

Prolétaires en uniforme russe. Depuis des années, vous êtes envoyés dans le monde entier pour protéger les intérêts de « la nation russe ». Cela a commencé par la « défense de l'intégrité territoriale de la Russie » contre les séparatistes du Caucase du Nord, cela s'est poursuivi par la « protection des Ossètes en Géorgie », pour aboutir à la « protection des frères et sœurs russes contre les hordes de Bandera en Ukraine » et du « gouvernement légitime de la Syrie, contre les terroristes islamistes ».

La même histoire a été racontée à des générations de prolétaires, aux « soldats » comme aux « civils », dans tous les conflits capitalistes précédents partout dans le monde, pour qu'ils aillent se faire saigner sur le front militaire ou dans les usines à l'arrière, sur le front de la production, sur le front intérieur... Ils se battaient pour « le Tsar » ou « le Socialisme » ou « la Nation » ou « la Démocratie » ou « le Lebensraum » ou « le Christianisme » ou « l'Islam ». Et le même conte de fées est raconté aux prolétaires en uniforme des Etats-Unis, de Turquie, du Royaume-Uni, d'Israël, d'Ukraine, de la Syrie sous contrôle d'Assad, de Daech, du Rojava, de Géorgie, de Donetsk et Lougansk, d'Iran, des régions gérées par le Hezbollah, le Hamas... et de toute autre fausse communauté nationale, régionale, religieuse ou autre.

Prolétaires en uniforme ukrainien. Votre propre bourgeoisie vous fait croire que vous avez une patrie à défendre contre « l'agresseur russe », que vous devriez faire corps avec vos propres exploiters et réclamer votre adhésion à l'Union européenne ou à l'OTAN. Mais

comme tous les prolétaires partout dans le monde, vous n'avez que vos chaînes d'esclaves salariés à perdre.

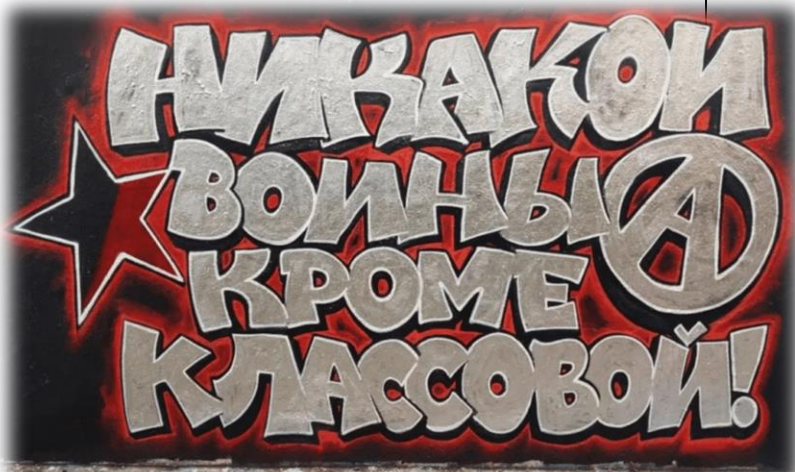
Prolétaires sur le front intérieur. Encore une fois, on vous dit de vous sacrifier, d'être « plus productifs », d'être « plus flexibles », de « remettre à plus tard » la satisfaction de vos besoins immédiats (même jusqu'au point d'avoir faim plutôt que de manger « la nourriture provenant de l'ennemi »), etc. Tout cela pour le plus grand bien de la Nation. On vous dit de soutenir sans discuter telle ou telle « Guerre Sainte », de ne plus penser aux grèves ni de perturber la production de matériel de guerre, d'envoyer de plein gré vos fils, frères, maris et pères devenir des martyrs pour le profit de vos maîtres bourgeois.

Le Capital et son Etat ont toujours trouvé le moyen de transformer les prolétaires en chair à canon et de les laisser s'entretuer sous le drapeau de telle ou telle « patrie ». Comme si nous, le prolétariat, la classe exploitée, avions un quelconque pays à défendre. Comme si les « intérêts nationaux » ne représentaient rien d'autre que les intérêts de la classe dirigeante. La guerre et la ruée pour la reconstruction qui s'ensuit ne sont rien d'autre qu'une forme concrète de concurrence entre les différentes fractions capitalistes. C'est l'expression de leur besoin d'élargir leur marché afin de compenser la baisse du taux de profit. En même temps, la guerre sert à diviser notre classe selon des critères nationaux, régionaux, religieux, politiques, etc. afin de réprimer la lutte des classes et de briser la solidarité internationale du prolétariat. En fin de compte, la guerre sert à se débarrasser physiquement de la force de travail excédentaire. En d'autres termes, elle sert à nous massacrer...

Soldats « russes », vous êtes en poste en Syrie ou en Ukraine pour tuer et être tués par des gens qui tout comme vous et vos proches au pays sont obligés de vendre leur force de travail au Capital afin de survivre, des gens qui font partie de la même classe exploitée que vous, des gens qui sont vos frères et sœurs prolétaires de « l'autre camp ». Toutes ces aventures militaires, ces exercices et ces courses aux armements commencent à paralyser la capacité du Capital d'apaiser le prolétariat en lui jetant des miettes de pain provenant du festin de la bourgeoisie.

Le capitalisme ne peut nous apporter qu'exploitation, misère, aliénation, guerre et destruction comme il l'a toujours fait. Le prolétariat mondial se trouve à la croisée des chemins : se soulever contre le capitalisme ou tomber dans le plus grand hachoir à viande humaine de l'histoire. Partout dans le monde, des conflits militaires plus ou moins ouverts et des affrontements entre différentes fractions bourgeoises éclatent. Des alliances et des contre-alliances se forment et sont rompues, avec une centralisation de plus en plus évidente en quelques super-blocs. L'Ukraine est au centre de tout cela et la guerre menace de dégénérer en conflit mondial, qui risque de mettre fin à toute vie sur cette planète.

Tout comme en Iran, en Irak, au Chili, au Liban, en Colombie, et au Kazakhstan très récemment, la seule alternative du prolétariat en Russie et en Ukraine, c'est d'intensifier la confrontation avec l'Etat et d'attaquer directement ses institutions et d'exproprier les marchandises et les moyens de production. Ne nous contentons pas de protester dans les rues, mais étendons et généralisons les grèves et développons la lutte de classe sur le front de la



dans une rue de Sankt-Petersburg – février 2022
NON À LA GUERRE SAUF LA GUERRE DE CLASSE

production ! Transformons la lutte des proches des soldats, qui ont affiché à maintes reprises dans le passé de fortes positions antiguerre, en une lutte défaitiste révolutionnaire généralisée sans les limites d'une quelconque idéologie légaliste !

Le défaitisme révolutionnaire signifie l'organisation de toute action visant à saper le moral des troupes ainsi que d'empêcher l'envoi de prolétaires à la boucherie...

Le défaitisme révolutionnaire signifie l'organisation de la désertion la plus massive possible et la cessation des hostilités entre les prolétaires sous l'uniforme des deux côtés du front de guerre, ce qui signifie la transformation de la guerre entre prolétaires en une guerre entre les classes, c'est-à-dire la guerre de classe, la guerre dans les centres des superpuissances guerrières...

Le défaitisme révolutionnaire signifie l'encouragement à la fraternisation, à la mutinerie, au retournement des fusils contre les organisateurs de la guerre carnassière, c'est-à-dire « notre » bourgeoisie et ses laquais...

Le défaitisme révolutionnaire signifie l'action la plus décidée et la plus offensive en vue de transformer la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire pour l'abolition de cette société de classe, de misère et de guerre, pour le communisme...

Vous, « soldats russes » et « soldats ukrainiens », prolétaires dans les armées des bourgeoisies russe et ukrainienne, vous n'avez pas d'autre alternative (si vous voulez vivre plutôt que de continuer à survivre, voire de crever sur les prochains champs d'horreur !) que de refuser de servir une fois de plus d'exécuteurs des basses œuvres de leurs intérêts ! Comme beaucoup de vos prédécesseurs lors de la guerre en Tchétchénie, rompons les rangs et cessons les combats ! Tout comme les soldats de l'« Armée Rouge » en Afghanistan ou les soldats américains au Vietnam, vous pouvez buter vos propres officiers ! Tout comme les prolétaires avec ou sans uniforme pendant la Première

Guerre mondiale, mutinons-nous et soulevons-nous ensemble et transformons la guerre capitaliste mondiale en guerre civile pour la révolution communiste !

Nous ne voulons bien sûr pas nous limiter à nous adresser uniquement aux prolétaires en uniforme russe ou ukrainien mais aussi à nos frères et sœurs de classe en lutte dans le monde entier et nous les invitons à poursuivre et à développer les exemples de défaitisme déjà existants comme les soldats en Iran qui ont exprimé leur refus d'être utilisés dans la répression contre nos mouvements de classe en 2018, les policiers et les miliciens en Irak qui ont fait la même chose quelques mois plus tard pendant les émeutes qui ont ravagé la moitié du pays, de Bassora à Bagdad, ainsi que les policiers et les militaires au Kazakhstan au début de cette année qui ont refusé de réprimer le soulèvement prolétarien obligeant ainsi le gendarme russe à intervenir pour restaurer l'ordre capitaliste...

Prolétaires avec et sans uniforme, organisons-nous ensemble contre le système capitaliste d'exploitation du travail humain qui est à l'origine de toute la misère, de toute l'oppression étatique et de toutes les guerres !

Prolétaires, n'oubliez jamais, au grand jamais, que ce sont nos frères et sœurs de classe de l'époque qui ont arrêté la Première Guerre mondiale en désertant massivement, en se mutinant collectivement et en faisant la révolution sociale !!!

A bas les exploiters ! De Moscou à Téhéran en passant par Washington et Kiev, et le monde entier !

Contre le nationalisme, le sectarisme, le militarisme, nous opposons la solidarité prolétarienne internationale et internationaliste !

Transformons cette guerre en guerre de classe pour la révolution communiste mondiale !

ANNEXE DEUX -----

MANIFESTE INTERNATIONALISTE CONTRE LA GUERRE ET LA PAIX CAPITALISTE EN UKRAINE...

Guerre de Classe – 31 juillet 2022

« LEURS GUERRES ! NOS MORTS ! » C'est sous cette bannière que des prolétaires radicaux se démarquèrent des défilés pacifistes organisés en mars 2004 dans les rues d'Espagne après les attentats massacrés perpétrés à Madrid qui firent plus de 200 morts. C'est cette consigne défaitiste qu'ils mirent en avant en réponse à l'engagement militaire de l'Espagne en Irak et à la « guerre contre le terrorisme » imposé par l'Etat capitaliste mondial et sa succursale espagnole, se faisant ainsi l'écho des nombreuses manifestations historiques du défaitisme révolutionnaire qui jalonnent le développement des sociétés de classe et donc de la lutte de classe, de la guerre de classe.

En tant que prolétaires sociaux-révolutionnaires, communistes, anarchistes..., nous n'avons absolument aucun intérêt matériel à nous ranger d'une façon ou d'une autre du côté de l'Etat capitaliste et de sa démocratie, quel qu'il soit, du côté de nos ennemis de classe, de nos exploiters, de ceux qui, la baïonnette au fusil, nous ont toujours rendu « plomb, mitraille, prison » lorsque nous luttons et descendons dans la rue pour revendiquer notre humanité. Et cela, quelle que soit la nature et l'orientation politique, le régime en place dans la patrie A ou dans la patrie B qui s'affrontent dans un conflit inter-étatique pour des intérêts de conquête et de pouvoir qui sont les leurs. Nous n'exprimerons jamais aucune solidarité avec aucun de nos exploiters !

LEURS INTERETS ! NOS MORTS ! Nous ne prenons position pour aucun des Etats en conflit, que l'un soit catégorisé selon la morale politique bourgeoise dominante comme étant « l'agresseur » et l'autre « l'agressé » ou vice versa. Leurs intérêts respectifs en jeu sont exclusivement les leurs et en opposition totale à ceux de la classe exploitée, c'est-à-dire nous autres prolétaires ; c'est pourquoi, en-dehors et contre tout nationalisme, tout patriotisme, tout régionalisme, tout localisme, tout particularisme, nous affirmons haut et fort notre internationalisme !

Le prolétariat, en tant que classe révolutionnaire, n'affiche aucune neutralité envers aucun de ses exploiters qui s'affrontent dans la redistribution de leurs parts de marché, mais bien du contraire il les renvoie dos à dos comme étant les deux faces d'une même réalité, le monde de l'exploitation d'une classe par une autre, et il exprime sa profonde solidarité avec tous les secteurs de notre classe qui subissent les assauts démultipliés de l'un ou l'autre de ses ennemis historiques. Mais qu'on nous comprenne bien, jamais à tout jamais nous ne dénierons aux prolétaires la nécessité impérieuse de se défendre contre toute agression, répression, torture, massacre...

Et ici, en l'occurrence, les prolétaires en Ukraine n'ont plus désormais en face d'eux seulement leur ennemi habituel, quotidien, c'est-à-dire l'Etat ukrainien « agressé » et ses bourgeois locaux (appelés

« oligarques » pour mieux occulter leur véritable nature de classe, comme s'ils étaient différents de tous les autres capitalistes ailés dans le monde), ils ne doivent plus subir non seulement les attaques de leur propre bourgeoisie (avec les baisses de salaire, les licenciements, l'économie de guerre, la répression des mouvements de grève qui s'ensuivent), mais depuis le 24 février de cette année, ils doivent aussi affronter l'offensive militaire de l'Etat « agresseur » des capitalistes russes avec leur armée, leurs bombardements, leurs missiles, leurs massacres quotidiens...

LEURS NATIONS ! NOS MORTS ! Et à tous les bellicistes de gauche et d'extrême gauche du Capital qui accuseront une fois encore les révolutionnaires d'être « neutres » et de ne pas « prendre parti », nous leur répondons que c'est tout le contraire que nous proposons dans ce manifeste et dans notre activité militante en général : nous prenons indéfectiblement position pour le parti du prolétariat et la défense de ses intérêts historiques et immédiats, nous prenons parti pour son action de subversion de ce monde de guerre et de misère, nous prenons parti pour le développement, la généralisation, la coordination et la centralisation des actes déjà existants de fraternisation, de désertion, de mutinerie des deux côtés du front, contre les deux belligérants, contre les deux Etats, contre les deux nations, contre les deux fractions locales de la bourgeoisie mondiale... Nous prenons parti pour l'extension de ces luttes et leur liaison organique comme moments d'une totalité avec toutes les luttes en cours depuis plusieurs mois, partout sous le soleil noir de la dictature sociale du Capital, que ce soit au Sri Lanka, au Pérou, en Iran, en Equateur ou en Lybie...

Nous prenons parti pour le développement du troisième camp, le seul camp qui défende les intérêts globaux du prolétariat dans sa lutte immédiate et historique contre l'exploitation, le travail salarié, la misère et la guerre. Ce troisième camp, c'est celui du prolétariat révolutionnaire internationaliste qui s'oppose à tous les camps bourgeois bellicistes en présence, c'est le camp de nos frères et sœurs de classe qui luttent pour leurs propres intérêts, qui sont antagoniques aux intérêts de tous ceux qui défendent la propriété privée, l'argent et l'ordre social qui va avec...

LEUR PAIX ! NOTRE EXPLOITATION ! Si nous rejetons catégoriquement toutes les guerres bourgeoises, où le prolétariat ne sert que de chair à canon, quel que soit le camp dans lequel il est incorporé, nous rejetons tout autant et avec la même force « la paix » qui n'est jamais que le moment inversé mais complémentaire de « la guerre ». La paix n'est qu'un moment de



reconstruction entre deux guerres, car la guerre est nécessaire au Capital pour résoudre provisoirement les crises inhérentes à son mode de production. Mais la guerre est aussi le moment suprême de la paix sociale, et cette dernière n'est jamais que la matérialisation de la guerre permanente menée contre notre classe à travers l'exploitation de notre force de travail, la marchandisation de nos vies et l'aliénation de nos existences.

Pour en revenir à l'Ukraine, nous tenons à souligner ici que si nous nous opposons fermement au soutien d'un camp quelconque dans la guerre qui sévit actuellement, qui n'est jamais qu'une guerre inter-étatique, si nous refusons de prendre parti pour l'un ou l'autre des belligérants bourgeois, tant « l'agressé » ukrainien « occupé » que « l'agresseur » russe « occupant », notre jugement est différent et même antagonique lorsqu'on analyse les événements qui sont survenus juste quelques semaines avant le début de la guerre en Ukraine. Nous voulons parler ici de la répression militaire déclenchée au Kazakhstan et de « l'occupation » de ce pays par des troupes d'élite de l'armée russe : une « occupation » n'est pas forcément égale à une autre !

NOS REVOLTES ! NOS MORTS ! Manifestement, personne n'a été choqué, ou très peu l'ont été, par la répression envers le soulèvement ouvrier au Kazakhstan de janvier dernier, et pour cause. Pas même en occident, où finalement les capitalistes ont très vite compris que la bourgeoisie russe, en « envahissant » le Kazakhstan devenu socialement hors contrôle, en écrasant le prolétariat en révolte, en rétablissant par la terreur l'ordre des bonnes affaires, l'ordre du business international, travaillait en fait objectivement pour les intérêts de tous les capitalistes, et donc aussi des multinationales qui ont leurs quartiers généraux en occident. Ici se situe toute la différence de nature entre d'un côté « l'occupation » du Kazakhstan pour réprimer un mouvement social qui mettait partiellement en danger l'ordre des choses présent, l'ordre capitaliste, et de l'autre côté « l'occupation » d'une partie de l'Ukraine dans un conflit qui répond à des intérêts géostratégiques entre différentes fractions du même Capital mondial.

Tout le monde comprendra aisément que l'approche prolétarienne à ces deux types d'occupation, et comment prendre parti, sera totalement différente. Dans le cas, comme en Ukraine, où se sont deux acteurs bourgeois qui s'affrontent, prendre position et s'engager contre l'un, contre « l'agresseur » (ici en l'occurrence, l'Etat russe), mais pas contre l'autre, « l'agressé » (l'Etat ukrainien), revient objectivement, et surtout de manière éminemment pratique

qu'on le veuille ou non, en dépit de sa propre volonté, en dépit de ce que l'on affirme, à s'engager avec et à soutenir ce dernier, et cela d'autant plus en l'absence de toute véritable dynamique d'autonomisation vis-à-vis des structures militaires, des structures d'approvisionnement, qui encadrent cet engagement. Car ne nous leurrions pas, il n'y avait pas avant le déclenchement de la guerre, et il n'y a pas pour le moment, un quelconque mouvement révolutionnaire fort en Ukraine, suffisamment antagonique pour qu'il puisse affirmer la puissance sociale de notre classe et défendre ses intérêts tant immédiats qu'historiques.

Par contre, dans le cas d'un soulèvement prolétarien dans une région donnée que la bourgeoisie est obligée de réprimer par l'apport d'une force d'intervention « externe » (à cause du défaitisme qui mine les forces de répression locales), « l'occupation » qui en résulte prend un tout autre caractère. Notre ennemi, c'est notre propre bourgeoisie, certes, mais c'est avant tout la bourgeoisie que l'on a directement en face de soi, celle qui nous réprime, celle qui nous bombarde, celle qui nous massacre, c'est celle qui prend la place de la fraction bourgeoise qui nous exploitait initialement, c'est celle qui se substitue à elle. Certes, nous comprenons que face à une « agression », face à une « occupation », face à des massacres et à la répression, les prolétaires veulent résister, prendre les armes, se défendre... Mais autant au Kazakhstan cette résistance armée aurait pour but de défendre le soulèvement social, de défendre un embryon de dynamique révolutionnaire, autant en Ukraine la résistance des prolétaires, encore une fois si celle-ci ne vise qu'un des protagonistes de l'affrontement guerrier, risque très rapidement de s'anéantir dans les bras de l'Etat ukrainien, de ses alliés et de leurs intérêts bourgeois. C'est du moins ce que l'histoire des luttes de notre classe nous a toujours démontré, jusqu'à preuve du contraire... et l'exemple historique de l'Espagne 1936-37 est révélateur à ce sujet puisque la révolution y fut sacrifiée au nom d'un « moindre mal » à défendre, la république bourgeoise, le front populaire antifasciste, face à ce qui était représenté comme « le mal absolu », le fascisme.

En Espagne hier comme au Rojava et en Ukraine aujourd'hui, « le peuple en armes », ce n'est pas, loin s'en faut, le prolétariat armé ; armé des armes de la critique qui permettent de développer la réelle critique par les armes...

Nous ne pouvons dès lors que saluer les prolétaires qui refusent de se situer dans l'un ou l'autre des camps bourgeois en présence et qui du contraire affirment leur internationalisme et s'organisent pour s'opposer aux deux frères ennemis. Comme dans les années 80 du siècle dernier lorsque des soldats déserteurs « irakiens » se sont organisés avec des soldats déserteurs « iraniens », durant la terrible bou cherie qui dura huit longues années, et lorsqu'ils ont uni leurs forces pour combattre ensemble les deux armées bourgeoises.

Salut donc aux femmes prolétaires en Ukraine, tant dans la région occidentale de Transcarpathie (donc sous administration militaire ukrainienne) que dans le Donbass, dans les « provinces orientales » (donc sous administration militaire russe), qui sont descendues dans les rues pour exprimer leur mépris envers « la défense de la patrie » et réclamer le retour de leurs fils, de leurs frères, de leurs proches envoyés sur l'un quelconque des fronts pour défendre des intérêts qui ne sont pas les leurs.

Salut aux prolétaires en Ukraine qui hébergent clandestinement des soldats russes déserteurs, à leurs risques et périls car lorsqu'ils sont arrêtés, soit par les autorités militaires russes, soit par les ukrainiennes, on leur fait bien comprendre où se trouve la force légale dans ce monde immonde, quel camp et quelle patrie ils se doivent de défendre et qu'aucune fraternisation ne sera tolérée.

Salut aux prolétaires en Ukraine, qui malgré la conscription obligatoire, fuient leur incorporation dans des unités militaires par tous les moyens à leur disposition, légaux ou non, et refusent donc de se sacrifier et de servir sous les plis du torchon national ukrainien.

Salut aux soldats russes qui depuis le début des « opérations spéciales » en Ukraine fuient la guerre et ses massacres, abandonnant

tanks et véhicules blindés en état de fonctionner, et cherchant leur salut dans la fuite, via des réseaux de solidarité envers les déserteurs des deux armées.

Salut aussi (bien que les informations à ce sujet soient moins sûres, guerre des communiqués et propagande militaire oblige !) aux 600 soldats du corps des Marines russes qui auraient refusé au tout début du conflit de débarquer, faisant ainsi capoter une opération amphibie dans la région d'Odessa.

Salut aussi (avec les mêmes réserves) aux soldats russes qui se seraient mutinés et auraient refusé de monter à l'assaut de Kharkov, également au tout début du conflit.

Salut aux soldats de l'armée de la « République Populaire de Donetsk », incorporés de force et envoyés sur le front de Marioupol, et qui ont refusé de continuer à combattre, de servir de « chair à canon » (selon leur propre expression !), alors qu'ils étaient cette fois envoyés défendre la « République Populaire » voisine de Lougansk.

Salut aux rebelles et aux saboteurs qui en Fédération de Russie ont déjà incendié plusieurs dizaines de bureaux de recrutement militaire et autres officines de porcs à travers tout le pays.

Salut aux cheminots en Biélorussie qui ont, à de nombreuses reprises, saboté des voies de chemin de fer indispensables pour maintenir les lignes d'approvisionnement de l'armée russe déployée en Ukraine.

Salut aux prolétaires en Ukraine qui dès les premiers bombardements ont commencé à organiser des pillages collectifs de magasins abandonnés par leurs propriétaires, de supermarchés et de centres commerciaux comme on en a signalé à Melitopol, Marioupol, Kherson et jusqu'à Kharkov, mettant ainsi en avant la satisfaction de leurs besoins élémentaires de survie envers et contre toute loi et morale qui protègent la propriété privée.

Salut à tous les prolétaires, à l'arrière du front, qui organisent des grèves et refusent d'offrir ainsi leur travail et leur sueur à l'économie de guerre, à l'économie de la paix sociale, et donc à l'économie tout court, qu'ils en soient conscients ou non.

Salut enfin aux prolétaires, cheminots, dockers... en Europe, en Grèce, en Angleterre... qui refusent de transporter du matériel militaire pour l'OTAN en direction de l'Ukraine.

Salut donc à vous tous et toutes qui refusez de vous sacrifier sur l'autel de la guerre, de la misère et de la patrie !!!

Et le jour, que nous espérons très proche, où les prolétaires descendront dans les rues de Moscou et de Kiev, et de toutes les grandes agglomérations urbaines de Russie et d'Ukraine, en scandant d'une seule voix « Poutine et Zelenski, dégagez ! », alors nous répondrons à notre tour, en nous référant aux camarades qui brandissaient dans les rues d'Argentine il y a une vingtaine d'années la consigne « *¡Que se vayan todos!* », qu'ils s'en aillent tous, qu'ils dégagent absolument tous, les Biden, les Johnson, les Macron, les Scholz, les Sanchez, les von der Leyen, les Michel, les Stoltenberg... tous ces fauteurs de guerre et de misère... et tous ceux, absolument tous ceux, qui se présentent au portillon de l'alternance politique !

Mais soyons clairs : ils ne sont que des entremetteurs dans ce système de prostitution généralisée qu'est le travail salarié, la vente obligatoire de notre force de travail. Au-delà de toutes les personnes qui incarnent la dictature sociale du Capital, celui-ci est avant tout un rapport social impersonnel qui peut être, qui est et qui a été, reproduit par tout élément, bourgeois ou prolétaire, coopté pour ce faire. Alors, même si nous partageons pleinement la joie des prolétaires au Sri Lanka qui, après avoir chassé le président en exercice il y a quelques jours, ont envahi son palais présidentiel et plongé dans la piscine de luxe de ce dernier, la question que nous devons nous poser est la suivante : comment pousser la dynamique révolutionnaire à ses ultimes conséquences, comment exproprier la classe possédante et nous réapproprier nos moyens d'existence... et surtout comment ne pas retourner en arrière !? C'est là que commence la véritable aventure humaine...

■■■■■■■■■ GUERRE DE CLASSE – POSITIONS PROGRAMMATIQUES ■■■■■■■■■

Cette société nous offre seulement une lutte pour la survie de base dans laquelle nous ne sommes rien sauf une force de travail et des consommateurs. Bien sûr, tout cela est enveloppé dans de belles paroles magnifiant les valeurs de l'honnête citoyen et les besoins du pays et de l'économie, dans des modes et de fades manières de vivre que les médias, les politiciens, les scientifiques, les célébrités nous débitent jour après jour. Les vêtements de marque, les nouveaux téléphones mobiles et les écrans plasma, les voitures en leasing et les prêts hypothécaires, les sorties du samedi soir, les émissions de télé et les idylles familiales dans les centres commerciaux seront-ils des produits de substitution suffisant pour une vie vraiment humaine ? Est-ce tout ce que nous désirons vraiment et ce dont nous avons vraiment besoin ?

1. PAS POUR NOUS !

Nous n'avons aucune grandiose propriété et compagnie qui nous feraient vivre, et par conséquent nous devons aller travailler. Nous vendons notre temps et notre énergie, notre force de travail, à la classe des bourgeois qui possèdent les moyens de production. Nous échangeons notre force de travail contre un salaire qui nous permet d'acheter ce dont nous avons besoin pour survivre et qui a été produit ailleurs par des travailleurs comme nous. Quel que soit ce que nous gagnons, dès que nous avons dépensé notre salaire, nous devons à nouveau nous précipiter au travail. C'est notre travail qui fait fonctionner toute la société et l'économie : les usines, les supermarchés, les bureaux, les hôpitaux, les chantiers... Nous sommes la classe des prolétaires et dès lors nous nous rebellons !

2. CONTRE LE TRAVAIL SALARIÉ

Le travail nous aliène parce que le temps pendant lequel nous travaillons ne nous appartient pas, ce n'est pas une partie complète de nous – par-dessus tout, c'est un moyen pour obtenir de l'argent. Nous vendons notre force de travail comme une marchandise à des patrons individuels et aussi à la bourgeoisie toute entière, et dès lors ce sont eux qui la contrôlent, qui la possèdent et qui en profitent vraiment. Nous devons juste travailler aussi longtemps et aussi vite qu'il nous est demandé. Donc, nous luttons contre le travail salarié qui est la base de notre exploitation et de l'ensemble du système capitaliste.

3. CONTRE L'USINE DES LOISIRS

Nous ne travaillons pas pour satisfaire directement nos besoins, ni les besoins de l'ensemble de l'humanité. Les besoins vitaux sont satisfaits par la médiation des salaires – de l'argent, parce que nous sommes aussi aliénés du produit de notre labeur qui appartient à la bourgeoisie. Toute la société nous est étrangère : les relations sur lesquelles elle est basée, ses structures, ses institutions, ses richesses et même ses connaissances. Par conséquent, la dictature du Capital règne aussi en dehors du travail. Les loisirs que nous cherchons en font partie. C'est le Capital, et pas nous, qui détermine comment manger, faire l'amour, se loger, voyager, s'amuser... Par conséquent, nous luttons contre la totalité des rapports sociaux capitalistes qui nous piègent dans une usine géante où nous sommes comme des vaches à lait à chaque moment de nos vies.

4. CONTRE LE CAPITALISME

Notre travail est une marchandise comme aucune autre : c'est la seule qui est capable de créer une nouvelle valeur, plus grande que la sienne. Les patrons nous exploitent tous, puisqu'ils nous paient seulement pour notre force de travail et tout le surplus que nous avons produit, c'est leur plus-value, leur profit. Le profit est réinvesti dans des moyens de production, dans la production de nouveaux capitaux qui tous sont la propriété contrôlée, possédée et vendue par les bourgeois. Le Capital, c'est notre travail mort personnifié dans des choses. C'est notre temps et notre énergie, que nous avons tués au travail, non pour satisfaire les besoins humains mais pour produire des marchandises. Le seul but du mode de production capitaliste est d'accomplir le profit et de multiplier le Capital. Les besoins humains sont totalement secondaires et ils ne sont « satisfaits » à travers la production que dans la mesure où, et de la façon dont, ils servent l'expansion du Capital. C'est la raison pour laquelle, même les régimes « socialistes » (l'URSS et ses satellites) étaient capitalistes et le capitalisme existe encore aujourd'hui en Corée du Nord, en Chine ou à Cuba. Là où il y a du travail salarié, il y a inévitablement aussi le Capital et il ne peut en être autrement juste parce qu'il y a aussi un costume idéologique « marxiste », une réorganisation de la bourgeoisie à travers un parti politique et un État et ses efforts (sans aucune chance durable de réussir) pour donner une autre forme aux lois capitalistes du marché, de la compétition et de la valeur.

5. CONTRE LA DÉMOCRATIE, L'ÉTAT ET LA POLITIQUE BOURGEOISE

La démocratie est l'essence même de la société capitaliste et pas seulement une de ses formes politiques. Les citoyens atomisés, qui parviennent à une unité artificielle à travers une sphère séparée de politique nationale, sont une caractéristique commune des États parlementaires, stalinien, fascistes ou même islamistes. Ce sont là des organisations de la bourgeoisie en tant que classe, qui se développent à partir des rapports sociaux de la société de classe. C'est pourquoi la lutte révolutionnaire du prolétariat est antidémocratique et antistatistique et n'a rien en commun avec la politique bourgeoise, les partis politiques (qu'ils soient de gauche ou de droite, parlementaires ou extraparlémentaires, légaux ou interdits), les élections et les coups d'État politiques.

6. CONTRE LES SYNDICATS ET LE GAUCHISME

Cela fait longtemps que les syndicats de classe (par opposition aux syndicats « jaunes » directement fondés par la bourgeoisie) ont cessé d'être des organisations de la classe ouvrière. Ils sont devenus une partie de l'État capitaliste, une institution pour la vente organisée de la force de travail et pour maintenir la paix sociale. Comme tels, ils doivent être détruits et non pas réformés. Les faiblesses et les défaites de notre classe ont engendré (et contiennent d'engendrer) beaucoup de courants du gauchisme qui jouent le rôle de la social-démocratie historique. Au moment des révolutions, ils ont toujours été le dernier recours et bastion du Capital parce qu'ils ne luttent pas pour la destruction du capitalisme, mais pour sa réforme radicale. Par conséquent, les prolétaires communistes luttent contre toutes les formes du gauchisme : le stalinisme, le trotskisme, le maoïsme, de nombreux types d'anarchisme, les mouvements altermondialistes et anti-impérialistes « tiers-mondistes »...

7. CONTRE LES FRONTS UNIS

Nous sommes opposés à tous les fronts unis avec des fractions politiques « progressistes » de la bourgeoisie et à toutes les idéologies contre-révolutionnaires qui surgissent autour de tels fronts : l'antifascisme ou par exemple la libération nationale... Tous mènent à la défense d'une forme de la dictature capitaliste

contre une autre, un « moindre mal » contre un « pire », c'est-à-dire la préservation de la dictature capitaliste comme totalité mondiale. Ces fronts mènent à une lutte pour un capitalisme à « visage humain », mais toujours ils amoindrissent et battent le prolétariat révolutionnaire. Seule l'action directe de classe peut s'opposer à la concurrence destructive entre prolétaires qui est encouragée par le racisme, le fascisme et le nationalisme. Seule la révolution communiste est l'alternative à toutes les formes du capitalisme.

8. CONTRE L'OPPRESSION, LE NATIONALISME ET LA GUERRE

Toutes les formes d'oppression antérieure au capitalisme – par exemple basée sur l'origine sexuelle, ethnique ou religieuse – n'ont pas été détruites mais sont devenues des parties de l'exploitation capitaliste et de la division du travail. Aucune forme d'oppression n'existe en dehors des rapports sociaux capitalistes et elle ne peut être abolie qu'en abolissant ces rapports dans le processus de la révolution communiste. Les idéologies qui nous attribuent, à nous prolétaires, une identité d'ouvrier, de femme, d'autochtone, d'étranger, de « privilégié », d'« exclu », servent à nous faire intérieurement nous identifier finalement avec le système capitaliste. Seule la dynamique de lutte du prolétariat constitue le processus de négation de toutes ces identités de citoyens obéissants. Par conséquent, le prolétariat s'y oppose de la même façon qu'il s'oppose à la nation, au pays ou au nationalisme. Contre la paix sociale dans les États nationaux et contre la guerre entre eux, nous revendiquons la guerre de classe contre notre propre bourgeoisie, c'est-à-dire le défaitisme révolutionnaire.

9. POUR L'ASSOCIATIONNISME PROLÉTARIEN

Aujourd'hui, en dépit de leurs limites, les vraies luttes du prolétariat contiennent les graines du communisme, c'est-à-dire le mouvement de destruction de l'état des choses actuel. Par conséquent, nous supportons aujourd'hui les luttes de classe et la formation de noyaux, cercles et réseaux prolétaires sur une base subversive – c'est-à-dire luttant et s'associant en dehors et contre les syndicats, les partis politiques et autres structures de l'État bourgeois. C'est bien à partir de luttes de ce genre qu'un mouvement prolétarien massif voit le jour et se met en route pour articuler le prolétariat – la classe exploitée dans la société présente – avec l'état des choses futur.

10. POUR LA RÉVOLUTION COMMUNISTE

C'est seulement dans le processus de la dynamique du prolétariat révolutionnaire qu'un changement dans le rapport de forces entre le prolétariat et la bourgeoisie aura lieu. C'est alors seulement qu'un espace s'ouvre pour un saut qualitatif dans la conscience de classe, ouvrant la voie au renversement violent de la classe dirigeante et à la résolution définitive des antagonismes de classe. Mais seulement si le mouvement prolétarien se met en route immédiatement, pratiquement et consciemment vers la véritable communauté humaine, atteinte par la révolution. Si la révolution ne veut pas mourir, elle doit s'opposer autoritairement à la contre-révolution qui utilisera immédiatement les faiblesses de notre classe contre nous.

11. POUR LA DICTATURE PROLÉTARIENNE

Pour de plus en plus de prolétaires, le processus de la dynamique combative du prolétariat révolutionnaire vers des insurrections violentes et la révolution de classe impose un choix conscient entre le communisme et la barbarie capitaliste : exploitation, crise, guerres et catastrophe environnementale. Au plus ce choix devient clair, au plus le prolétariat est capable de réaliser dans la révolution sa dictature sociale contre le travail salarié, la valeur, l'échange, l'argent, l'État. Cela veut dire une dictature mondiale des besoins humains contre le Capital et la terreur révolutionnaire contre les forces bourgeoises. La dictature prolétarienne signifie l'abolition des rapports sociaux existants : abolition du travail salarié, abolition de professions et productions inutiles, élimination des rapports d'échange de tous les aspects de nos vies, abolition de l'économie et de la production pour le profit et subordination de toutes les forces productives aux besoins humains et aux besoins de la révolution mondiale, disparition de la différence entre travail et loisir, ville et campagne et toutes les autres séparations, destruction violente de l'État et son remplacement par des organes de l'auto-organisation révolutionnaire prolétarienne, bref tout ce que le triomphe de la révolution transforme en une communauté humaine globale. Par ce processus historique, le prolétariat (en tant que dernière classe existante) s'abolit ainsi que la société de classe toute entière et développe complètement la communauté humaine mondiale.

12. A PROPOS DE L'ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE

L'organisation révolutionnaire grandit et prend directement des formes spécifiques à partir de la lutte de classe, parce que le prolétariat est historiquement forcé de le faire. L'organisation révolutionnaire avec son activité militante crée des conditions pour la centralisation d'éléments révolutionnaires, qui sont petits et insignifiants dans les périodes où le rapport de forces nous est défavorable, ainsi que les sections les plus conscientes et radicales du prolétariat. L'organisation révolutionnaire n'est ni une préfiguration de l'organisation sociale future ni une structure éternelle rigide. Elle ne fait que prendre une part essentielle dans le processus de centralisation historique de la dynamique révolutionnaire qui se concrétise en parti du prolétariat, c'est-à-dire le parti communiste. Ce qui sépare ce parti des diverses avant-gardes autoproclamées, c'est qu'il n'a pas d'autre programme que sa classe comme sujet historique, donc comme il est la centralisation de ce programme, il est la direction de la lutte de la classe révolutionnaire toute entière.

13. QUE FAIRE ?

Approfondir, défendre et propager le programme historique du prolétariat visant à renverser la classe dominante par l'insurrection afin de déclencher la révolution qui abolira la société de classe. Sur base des leçons tirées des luttes prolétariennes passées et présentes, clarifier le contenu de la transition révolutionnaire, la révolution communiste. Par la propagande, l'agitation et la participation active, souligner, soutenir et encourager toutes les tendances dans les luttes contemporaines qui pourraient contribuer au développement de la conscience révolutionnaire et de l'esprit militant dans notre classe, ainsi qu'à l'émergence d'associations prolétariennes radicales. Révéler et identifier d'un œil critique les obstacles, idéologiques et pratiques, dans les actuelles luttes de classe qui entravent l'émergence d'une confrontation de classe ouverte, c'est-à-dire un conflit révolutionnaire ouvert entre les deux classes. Centraliser les prolétaires militants qui essaient de s'organiser sur base du programme révolutionnaire, et constituer une structure combative efficace pour les militants communistes. À partir du sol fertile des antagonismes sociaux et de la dynamique de la lutte de classe, faire avancer efficacement, encourager, organiser et coordonner l'exécution de la future insurrection violente comme moment décisif dans la révolution communiste à venir.